

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
1972	06/01/42	Loi	27	Etat Français	relative à l'admission au bénéfice des assurances sociales (Loi n° 27)		JO 10 janvier 1942
1973	06/01/42	Loi	29	Etat Français	simplifiant le fonctionnement des assurances sociales (Loi n° 29)		JO 15 janvier 1942
1974	07/01/42	Décret	37	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 mars 1941 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement (décret n° 37)		JO 29 janvier 1942
1975	08/01/42	Loi	32	Etat Français	modifiant la loi du 13 septembre 1941 relative au ravitaillement de la métropole en vin pour la campagne 1941- 1942 (Loi n° 32)		JO 10 janvier 1942
1976	08/01/42	Loi	265	Etat Français	relative aux gestions de fait dans les colonies (Loi n° 265)		JO 19 février 1942
1977	09/01/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'attribution d'une indemnité exceptionnelle aux salariés travaillant dans les lieux exposés		JO 14 janvier 1942
1978	10/01/42	Loi	43	Etat Français	autorisant le rachat des dotations constituées sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi (Loi n° 43)		JO 13 janvier 1942

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
1972		assurances sociales			
1973		assurances sociales			
1974		immeubles			
1975	métropole	vin			
1976	colonies	entreprises			
1977		travail -- risque			
1978	métropole	canal -- circulation			Politique de renforcement de la circulation intérieure, par voie des canaux dans la zone Sud.

1979	10/01/42	Loi	45	Etat Français	tendant à compléter l'article 44 a du livre I° du code du travail relatif au bulletin de paye (Loi n°45)		JO 31 janvier 1942
1980	12/01/42	Loi	85	Etat Français	instituant des comités régionaux du tourisme (Loi n° 85)		JO 12 mars 1942
1981	12/01/42	Loi	68	Etat Français	relative au commerce des produits sidérurgiques (Loi n° 68)		JO 16 janvier 1942
1982	13/01/42	Loi	66	Etat Français	relative à l'érection des monuments (Loi n° 66)		JO 15 janvier 1942
1983	15/01/42	Loi	112	Etat Français	fixant les conditions d'attribution des indemnités aux maires, adjoints et conseillers municipaux (Loi n° 112)		JO 22 janvier 1942
1984	15/01/42	Loi		Etat Français	relatif aux transactions portant sur les matières grasses animales comestibles autres que le beurre utilisées comme matières premières		JO 24 janvier 1942
1985	19/01/42	Loi	109	Etat Français	relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale (Loi n° 109)		JO 10 mars 1942
1986	20/01/42	Loi	174	Etat Français	instituant un fonds de compensation des indemnités exceptionnelles prévues par l'arrêté du 9 janvier 1942 (Loi n° 174)		JO 31 janvier 1942

1979		travail			Modification de l'article 44 du code du travail.
1980		tourisme			Les comités sont institués au siège de chaque région économique, entité administrative nouvelle.
1981		industrie			
1982		censure			Contrôle de l'érection de tout monument par le secrétaire d'Etat chargé des Beaux-Arts
1983		mairie			
1984		restriction			
1985					internés
1986					

1987	21/01/42	Loi	181	Etat Français	réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ou sous son contrôle, ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales (Loi n° 181)		JO 14 février 1942
1988	21/01/42	Loi		Etat Français	relative au reboisement		JO 24 janvier 1942
1989	23/01/42	Arrêté		Etat Français	relative à la lutte obligatoire contre les parasites animaux ou végétaux des cultures		JO 24 janvier 1942
1990	23/01/42	Décret		Etat Français	relatif à l'assistance aux sinistrés		JO 25 janvier 1942
1991	24/01/42	Décret	194	Etat Français	portant règlement intérieur du Conseil d'Etat (Décret n°194)		JO 8 février 1942
1992	26/01/42	Décret	234	Etat Français	pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs (conditions de la réintégration en cas de dérogations aux interdictions) Décret n° 234)		JO 4 février 1942
1993	26/01/42	Loi	153	Etat Français	relative au fonctionnement et au contrôle de la répartition des produits industriels ( Loi n° 153)		JO 28 janvier 1942
1994	26/01/42	Loi	127	Etat Français	relative à la circulation ou au transport des matières premières ou produits industriels régis par la loi du 10 septembre 1940		JO 5 avril 1942

1987		propagande			Répression des menées hostiles au gouvernement de Vichy, appelées menées antinationales.
1988		forêt			
1989		culture			
1990					Sinistrés de guerre et des bombardement
1991					
1992		juifs			
1993		industrie			
1994		transports			

1995	27/01/42	Arrêté		Etat Français	augmentant la redevance mise à la charge des meuniers pour la campagne 1941-42		JO 21 février 1942
1996	28/01/42	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 30 juin 1941 portant assouplissement du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices		JO 28 février 1942
1997	28/01/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la restriction de la consommation de l'électricité		JO 31 janvier 1942
1998	29/01/42	Loi	165	Etat Français	portant délégation de pouvoirs spéciaux au président de l'office national interprofessionnel des céréales (Loi n° 165)		JO 28 février 1942
1999	30/01/42	Arrêté		Etat Français	relatif au retrait des pièces de 25 centimes		JO 7 février 1942
2000	30/01/42	Arrêté		Etat Français	prescrivant la lutte obligatoire et générale contre le doryphore de la pomme de terre dans toute la France		JO 8 mars 1942
2001	31/01/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions d'application de l'article 4 de la loi de finances du 28 juin 1941 en ce qui concerne les impôts recouvrés par l'administration de l'enregistrement		JO 7 février 1942
2002	31/01/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions d'application de l'article 4 de la loi de finances du 28 juin 1941 en ce qui concerne les impôts recouvrés par les administrations des contributions directes et indirectes		JO 7 février 1942

1995					
1996					
1997		restriction -- énergie			
1998		céréales -- blé			
1999		monnaie			
2000	France métropolitaine (zone occupée et zone non occupée), à l'exception de la Corse, indemne du parasite.				Exemple de simple arrêté, de portée limitée, mais dont l'intitulé "dans toute la France" en retarde l'application en raison des difficultés causées par l'occupant.
2001					
2002					



2003	31/01/42	Décret	261	Etat Français	relatif au rattachement des justices de paix de Castelnau et de Blanquefort (Décret n° 261)		JO 20 février 1942
2004	31/01/42	Loi	234	Etat Français	modifiant l'article 66 du code d'instruction criminelle (Loi n° 234)	734	JO 20 février 1942
2005	31/01/42	Loi		Etat Français	modifiant le régime fiscal des organismes agricoles (article 51 et 54 bis du code général du impôts directs)		JO 6 février 1942
2006	02/02/42	Loi	246	Etat Français	relative au réemploi des prisonniers de guerre rapatriés (Loi n° 246)		JO 21 mars 1942
2007	02/02/42	Loi		Etat Français	fixant les règles de fonctionnement de la commission d'agrément prévue par l'article 40 de la loi du 4 octobre 1941		JO 3 février 1942
2008	02/02/42	Loi	247	Etat Français	relative à l'équarrissage des animaux (Loi n° 247)		JO 4 février 1942
2009	02/02/42	Loi	248	Etat Français	portant modification de l'article 2 de la loi du 17 septembre 1940, modifié par la loi du 17 juillet 1941, relative aux sanctions aux infractions commises en matière de cartes d'alimentation (Loi n° 248)		JO 5 février 1942
2010	02/02/42	Loi		Etat Français	modifiant et complétant la loi du 11 octobre 1941, aggravant les peines en matière de contrefaçon de titres de ravitaillement		JO 5 février 1942

2003	Castelnau et Blanquefort	justice -- justice de paix			
2004		justice -- tribunal -- juge -- instruction -- code			Article 66 complété ainsi : "Toutefois, si la poursuite a été intentée par le ministère public, la partie civile de bonne foi pourra, si le prévenu a bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, être déchargée de la totalité ou d'une partie des frais par décision spéciale et motivée, soit du juge d'instruction, soit de la chambre des mises en accusation."
2005		impôts			
2006		pg			
2007					
2008					
2009					
2010					

2011	03/02/42	Décret	356	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 7 (§ 6) de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs (durée de perception du traitement après cessation de fonction en l'absence de droit à pension ou allocation (décret		JO 11 février 1942
2012	03/02/42	Décret		Etat Français	relatif aux émoluments du greffier en chef du tribunal de commerce de la Seine		JO 21 février 1942
2013	03/02/42	Décret	279	Etat Français	relative à la réglementation en ce qui concerne les juifs de l'exercice de la profession d'officier ministériel en Algérie (décret n° 279)		JO 7 février 1942
2014	03/02/42	Loi	252	Etat Français	relative au cumul de retraite et de rémunérations publiques (Loi n° 252)		JO 4 février 1942
2015	03/02/42	Loi	239	Etat Français	portant modification de l'article 79 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité (Loi n° 239)		JO 5 février 1942
2016	03/02/42	Loi	241	Etat Français	complétant la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte (Loi n° 241)		JO 6 février 1942
2017	04/02/42	Loi	253	Etat Français	relative à la perception des droits d'auteur (Loi n° 253)		JO 6 février 1942
2018	04/02/42	Loi	255	Etat Français	relative au règlement intégral des céréales à la livraison (Loi n° 255)		JO 7 février 1942

2011					
2012		justice -- tribunal -- organisation -- rémunération			
2013	Algérie				
2014					
2015					
2016					
2017					
2018					

2019	05/02/42	Décret	363	Etat Français	rétablissant la composition normale de la Cour d'Appel de Rouen (Décret n° 363)		JO 20 février 1942
2020	05/02/42	Loi	261	Etat Français	portant prorogation de la loi du 2 juillet 1941 fixant la situation du personnel des entreprises de vente au détail de chaussures, vêtements et articles textiles (Loi n° 261)		JO 14 février 1942
2021	05/02/42	Loi	25	Etat Français	relative au contrôle douanier des importations et exportations par la voie postale (Loi n° 259)		JO 14 mars 1942
2022	05/02/42	Loi	258	Etat Français	relative à l'enregistrement des déclarations de nationalité (Loi n° 258)		JO 27 février 1942
2023	05/02/42	Loi	259	Etat Français	relative au transport par voie de chemin de fer, par route ou par voie de navigation intérieure des matières dangereuses ou infectes figurant dans la nomenclature établie par le secrétaire d'Etat aux Communications (Loi n° 263)		JO 8 mars 1942
2024	06/02/42	Loi	260	Etat Français	portant institution de caisses départementales ou interdépartementales d'assurances sociales dans la région parisienne (Loi n° 260)		JO 11 février 1942
2025	07/02/42	Loi	251	Etat Français	fixant les conditions de remboursement des frais de surveillance dus par les industriels soumis à l'exercice de l'administration des contributions indirectes (Loi n° 251)		JO 15 février 1942
2026	08/02/42	Loi	240	Etat Français	portant institution d'un fonds national de solidarité agricole (Loi n° 240)		JO 10 février 1942

2019		justice -- tribunal -- composition			
2020					
2021					
2022					L'enregistrement doit se faire auprès du secrétariat d'Etat à la Justice lorsque la formalité ne peut être remplie auprès du procureur de la République, en raison des circonstances de guerre.
2023					
2024					
2025					
2026					

2027	08/02/42	Loi	267	Etat Français	relative à l'étiquetage de certaines boissons et denrées alimentaires destinées à la vente (Loi n° 267)		JO 11 février 1942
2028	08/02/42	Loi	266	Etat Français	modifiant la loi du 14 janvier 1941 relative à l'organisation des productions piscicoles (Loi n° 266)		JO 12 février 1942
2029	08/02/42	Loi	277	Etat Français	relative à la fabrication et à la vente des produits organiques destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies des animaux (Loi n° 277)		JO 13 février 1942
2030	08/02/42	Loi	276	Etat Français	portant modification de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 relatif à la gratuité des soins médicaux en faveur des pensionnés pour invalidité (Loi n° 276)		JO 19 mars 1942
2031	09/02/42	Loi	263	Etat Français	sur l'appareillage des invalides pensionnés (Loi n° 263)		JO 19 mars 1942
2032	10/02/42	Loi	280	Etat Français	relative aux changements de noms, à la révision de certains changements de noms et à la réglementation des pseudonymes (Loi n° 280)		JO 27 mars 1942
2033	11/02/42	Arrêté		Etat Français	chargeant les préfets de constituer des missions techniques de vérification dans les locaux accessibles au public		JO 22 février 1942
2034	11/02/42	Arrêté		Etat Français	interdisant la revente avec bénéfice des titres de transport par chemin de fer		JO 23 avril 1942

2027					
2028					
2029					
2030					Délai de plus d'un mois entre la date que porte la loi et sa publication.
2031					
2032		juifs			La loi complète l'article 4 de la loi du 11 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, dont les personnes visées par l'article 1 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs. Une commission créé et organisée par le garde des sceaux doit statuer sur les demandes de changements de noms. On veut empêcher la francisation de personnes considérées comme étrangères à
2033					
2034					



2035	11/02/42	Loi	257	Etat Français	étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux Colonies les dispositions de la loi du 31 décembre 1941 modifiant l'article 3 du décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes (Loi n° 257)		JO 14 février 1942
2036	12/02/42	Arrêté		Etat Français	portant rattachement de circonscriptions judiciaires		JO 14 février 1942
2037	12/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif au fonctionnement des commissions provisoires d'organisation prévues par l'article 77 de la loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions		JO 8 mars 1942
2038	13/02/42	Arrêté		Etat Français	fixant les indices prévus pour le calcul des provisions pour renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel		JO 14 février 1942
2039	13/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'imposition des courses de chevaux et de chiens		JO 8 mars 1942
2040	13/02/42	Décret	500	Etat Français	relatif au recrutement des juges de paix et des suppléants rétribués de juges de paix de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc (Décret n° 500)		JO 13 février 1942
2041	13/02/42	Loi	281	Etat Français	modifiant l'article 458 du Code pénal (Loi n° 281)		JO 1° mars 1942
2042	14/02/42	Arrêté		Préfet de la Seine	concernant la récupération, par la Compagnie parisienne de distribution d'électricité, de la taxe locale sur les ventes au détail et prestations de services		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1° mars 1942

2035	Colonies et protectorats.				Extension aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies de la dissolution des organisations communistes. Le but est de lutter contre le communisme notamment en Algérie.
2036	Tribunal de Châteauroux				
2037					
2038					
2039					Mesures financières et fiscales.
2040	AFN (Algérie, Tunisie, Maroc).	justice -- magistrat -- recrutement			
2041		code -- pénal			Aggravation des peines pour incendie involontaire des propriétés mobilières ou immobilières.
2042	Paris				"La taxe locale sur les ventes au détail et prestations de services, perçue par la ville de Paris en vertu d'un arrêté du 15 décembre 1941, pris en application de la loi du 16 novembre 1941 sera récupérée par la compagnie parisienne de distribution d'électricité, dans les mêmes conditions que la taxe sur les transactions, perçue au profit de l'Etat, sur tous les usagers dont les

2043	14/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'application de la loi du 14 février 1942 tendant à l'organisation et au fonctionnement des bourses de valeurs		JO 15 février 1942
2044	14/02/42	Arrêté		Etat Français	tendant au relèvement des salaires anormalement bas de la région parisienne		JO 17 février 1942
2045	14/02/42	Loi	290	Etat Français	tendant à l'organisation et au fonctionnement des bourses de valeurs (Loi n° 290)		JO 15 février 1942
2046	14/02/42	Loi	288	Etat Français	modifiant la loi du 15 mars 1941 instituant une taxe exceptionnelle sur les plus-values des valeurs mobilières (Loi n° 288)		JO 15 février 1942
2047	15/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux frais de régie dus à l'administration de l'enregistrement pour l'application de la loi du 20 novembre 1940		JO 27 février 1942
2048	15/02/42	Décret	537	Etat Français	portant création d'allocations spéciales au profit des familles des prisonniers de guerre		JO 15 mars et 12 avril 1942
2049	15/02/42	Décret	440	Etat Français	relatif au statut des étrangers dans l'organisation corporative agricole (Décret n° 440)		JO 18 février 1942
2050	15/02/42	Loi	299	Etat Français	portant création d'une dotation exceptionnelle au profit des familles de prisonniers de guerre (Loi n° 299)		JO 15 mars 1942

2043					
2044	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne				
2045			Arrêté d'application daté du même jour.		Comité des bourses de valeur, agents de change, courtiers en valeurs mobilières
2046					
2047					
2048					
2049					
2050					

2051	15/02/42	Loi	273	Etat Français	relative aux droits des membres participants mobilisés, prisonniers de guerre et anciens combattants des sociétés de secours mutuels (Loi n° 273)		JO 5 mars 1942
2052	15/02/42	Loi	236	Etat Français	créant une carte de priorité en faveur de certains invalides du travail (Loi n° 236)		JO 5 mars 1942
2053	15/02/42	Loi	300	Etat Français	relative à la répression de l'avortement (Loi n° 300)		JO 7 mars 1942
2054	16/02/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions d'application de la loi du 28 décembre 1941 relative aux constructions privées		JO 28 mars 1942
2055	16/02/42	Décret	503	Etat Français	modifiant et complétant le décret du 22 août 1941 relatif aux déclarations à faire devant le juge de paix par les prestataires de réquisitions allemandes n'ayant pas donné lieu à délivrance de bon ou de reçu et par les <del>témoins desdites réquisitions</del>		JO 18 février 1942
2056	17/02/42	Décret	524	Etat Français	modifiant l'article 7 du décret du 9 février 1941 sur les associations professionnelles de fonctionnaires (Décret n° 524)		JO 19 février 1942
2057	17/02/42	Loi	294	Etat Français	instituant une procédure d'avances du Trésor (Loi n° 294)		JO 12 mars 1942
2058	17/02/42	Loi	305	Etat Français	précisant les conditions d'application de la législation sur la nationalité en Algérie (Loi n° 305)		JO 19 février 1942

2051					
2052					
2053					Tribunal d'Etat.
2054					
2055		juge de paix			
2056					
2057					
2058	Algérie				

2059	17/02/42	Loi	291	Etat Français	interprétant et complétant la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales (Loi n° 291)		JO 2 mars 1942
2060	18/02/42	Loi	169	Etat Français	portant suppression des taxes départementales et communales sur les billards		JO 2 mai 1942
2061	18/02/42	Loi	254	Etat Français	fixant le statut des juifs indigènes d'Algérie (Loi n° 254)		JO 20 février 1942
2062	18/02/42	Loi	308	Etat Français	relative aux centres d'études juridiques du Maroc (Loi n° 308)		JO 20 février 1942
2063	18/02/42	Loi	292	Etat Français	relative au délai d'exécution des prestations dues pour l'exercice 1941 (Loi n° 292)		JO 22 février 1942
2064	18/02/42	Loi	296	Etat Français	relative à l'institution d'un ordre des vétérinaires (Loi n° 296)		JO 22 mars 1942
2065	19/02/42	Loi	304	Etat Français	relative à l'inventaire et à la mise en valeur des terres incultes (Loi n° 304)		JO 20 février 1942
2066	20/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'indemnité exceptionnelle aux salariés travaillant dans les lieux exposés		JO 22 février 1942

2059			modifie l'article 1 de la loi du 26 juillet 1941		
2060					
2061	Algérie				
2062	Maroc, Facultés de Droit de Bordeaux, Toulouse, Alger	justice			
2063					
2064					
2065					Le secrétaire d'Etat à l'agriculture pourvoit à la mise en valeur des exploitations abandonnées et des terres incultes.
2066					



2067	20/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la commercialisation des pommes de terre		JO 22 février 1942
2068	20/02/42	Loi	310	Etat Français	réduisant à titre temporaire les droits de timbre des affiches lumineuses visées par l'article 152 du Code du timbre (Loi n° 310)		JO 22 février 1942
2069	20/02/42	Loi	314	Etat Français	relative à la commercialisation de certaines denrées agricoles nécessaires au ravitaillement du pays (Loi n° 314)		JO 22 février 1942
2070	20/02/42	Loi	482	Etat Français	relative au contrôle des participations publiques (Loi n° 482)		JO 3 mars 1942
2071	21/02/42	Arrêté		Etat Français	portant extension à certaines catégories de travailleurs des simplifications de fonctionnement des assurances sociales		JO 17 mars 1942
2072	23/02/42	Loi	309	Etat Français	portant création de nouvelles ressources fiscales pour l'exercice 1942 (n° 309)		JO 15 mars 1942
2073	23/02/42	Loi	316	Etat Français	complétant l'article 5 de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements (Loi n° 316)		JO 26 février 1942
2074	24/02/42	Décret	593	Etat Français	portant modification de l'appellation contrôlée "Bourgogne" (Décret n° 593		JO 28 février 1942

2067					
2068					
2069					
2070					
2071					
2072					
2073	AFN (Algérie, Maroc et Tunisie).				
2074					

2075	24/02/42	Loi	298	Etat Français	complétant l'article 15 de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie (Loi n°298)		JO 1° mars 1942
2076	24/02/42	Loi	306	Etat Français	tendant à exclure des organismes professionnels les officiers publics ou ministériels qui ont fait l'objet de sanctions disciplinaires (Loi n° 306)		JO 13 mars 1942
2077	24/02/42	Loi	321	Etat Français	relative à la délivrance de la licence d'agence de voyages (Loi n° 321)		JO 19 mars 1942
2078	24/02/42	Loi	302	Etat Français	portant modification au régime d'imposition de la tourbe à la taxe à la production (Loi n° 302)		JO 26 février 1942
2079	25/02/42	Loi	293	Etat Français	modifiant la loi du 6 novembre 1941 instituant une taxe exceptionnelle sur les rhums (Loi n° 293)		JO 26 février 1942
2080	25/02/42	Loi	332	Etat Français	portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 1/2 % 1937 (Loi n° 332)		JO 26 février 1942
2081	25/02/42	Loi	333	Etat Français	portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 % 1925 (Loi n° 333)		JO 28 février 1942
2082	26/02/42	Décret	611	Etat Français	relatif à la codification du régime fiscal des spectacles (Décret n° 611)		JO 8 mars 1942

2075					Conseil doté de la personnalité civile.
2076					La décision est prise, à la requête du Procureur de la République, par le tribunal civil siégeant en chambre du Conseil.
2077					Une fermeture administrative peut précéder la sanction judiciaire.
2078					
2079					
2080					
2081					
2082					

2083	26/02/42	Loi	243	Etat Français	relative au contrôle des associations, fondations et institutions privées fonctionnant dans le domaine de l'hygiène ou de l'assistance avec le concours de l'Etat ou d'autres collectivités publiques		JO 26 avril 1942
2084	27/02/42	Arrêté		Préfet de la Seine	portant désignation des journaux autorisés à publier les annonces judiciaires et légales en 1942 et fixant le tarif d'insertion desdites annonces		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1° mars 1942
2085	27/02/42	Arrêté		Etat Français	autorisant le président de l'office national interprofessionnel des céréales à prendre des mesures propres à assurer l'exécution des dispositions législatives en vue de la réglementation du marché des céréales et		JO 13 mars 1942
2086	27/02/42	Loi	328	Etat Français	modifiant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes (Loi n° 328)		JO 13 mars 1942
2087	28/02/42	Arrêté		Etat Français	fixant les attributions du préfet délégué		JO 6 mars 1942
2088	28/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'usage des coques de cacao dans la fabrication de produits destinés à l'alimentation humaine		JO 7 mars 1942
2089	28/02/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation du poisson de mer frais		JO 7 mars 1942
2090	28/02/42	Décret		Etat Français	relatif aux communautés de pêcheurs ou prud'homies		JO 1° mars 1942

2083					
2084	Seine		Vu la loi du 23 décembre 1941 donnant pouvoir au préfet de chaque département de désigner, sous certaines conditions, les		
2085					
2086					La loi punit le maintien, la reconstitution ou encore la fausse déclaration concernant la déclaration d'associations secrètes.
2087					
2088					
2089					Subordonne cette activité à la délivrance d'une carte professionnelle.
2090	Il n'est pas fait mention de l'Afrique du Nord, mais des côtes de la Mer du Nord, de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée				

2091	28/02/42	Loi	285	Etat Français	portant simplification et coordination de l'administration départementale et municipale		JO 11 avril 1942
2092	28/02/42	Loi	317	Etat Français	portant modification à la loi du 16 janvier 1941 qui institue une indemnité compensatrice de perte de salaires au profit des marins du commerce et de la pêche		JO 3 mars 1942
2093	01/03/42	Loi	337	Etat Français	relative aux conseils départementaux de l'enseignement primaire		JO 3 mars 1942
2094	01/03/42	Loi	342	Etat Français	concernant les immeubles insalubres et les terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris (Loi n° 342)		JO 5 mars 1942
2095	03/03/42	Décret	679	Etat Français	relatif aux conditions de rétrocession à la meunerie des blés appartenant à l'office interprofessionnel des céréales (Décret n° 679)		JO 6 mars 1942
2096	04/03/42	Arrêté		Etat Français	abrogeant les arrêtés des 9 janvier 1941 et 8 février 1941 relatifs aux déclarations de stocks et vente aux particuliers et aux services publics des pneumatiques		JO 21 mars 1942
2097	04/03/42	Décret	648	Etat Français	portant organisation de la surcompensation en matière d'allocations familiales agricoles (Décret n° 648)		JO 22 mars 1942
2098	04/03/42	Décret	703	Etat Français	portant relèvement des taux de valeur locative des immeubles à bon marché achevés postérieurement au 1° septembre 1939 (Décret n° 703)		JO 22 mars 1942

2091					
2092					
2093					
2094					La loi autorise la prise de possession par réquisition par la ville de Paris "en vue de procéder d'urgence à l'aménagement des terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée."
2095					
2096					
2097					
2098					



2099	04/03/42	Loi	329	Etat Français	concernant les voies ferrées d'intérêt local		JO 18 avril 1942
2100	04/03/42	Loi	335	Etat Français	relative au financement par l'Etat Français des travaux d'installation de gazogènes à bord des bateaux et tracteurs de navigation intérieure		JO 25 avril 1942
2101	04/03/42	Loi	344	Etat Français	portant modification de l'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (n° 344)		JO 8 mars 1942
2102	05/03/42	Arrêté		Préfet de la Seine	fixant les modalités d'application de l'arrêté du 15 décembre 1941 relatif à la perception par la Ville de Paris, à compter du 1° janvier 1942, de la taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 8 mars 1942
2103	05/03/42	Loi	264	Etat Français	relative aux institutions de discipline et de représentation professionnelle des avoués (Loi n° 264)		JO 20 mars 1942
2104	07/03/42	Loi	351	Etat Français	complétant la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit (Loi n° 351)		JO 20 mars 1942
2105	07/03/42	Loi	353	Etat Français	modifiant l'article 22 de la loi du 18 mars 1919 relative à la création d'un registre du commerce et l'article 4 de la loi du 1° juin 1923 rendant obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants l'indication de		JO 26 mars 1942
2106	08/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'encaissement du produit des titres déposés à la Caisse centrale de dépôts et virements de titres		JO 10 mars 1942

2099					
2100					
2101					L'article 463 du code pénal n'est pas applicable aux infractions prévues au présent article.
2102	Paris				
2103					La loi réunit les avoués en compagnies (près des tribunaux de première instance) et chambres de discipline. La même loi institue une chambre nationale des avoués près les tribunaux de première instance ainsi qu'une chambre nationale des avoués près les cours d'appel.
2104					
2105					
2106					

2107	08/03/42	Loi	349	Etat Français	tendant à compléter la loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions et la loi du 18 juin 1941 relative à la création d'une caisse de dépôts et de virements de titres (Loi n° 349)		JO 10 mars 1942
2108	13/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine		JO 15 mars 1942
2109	13/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'organisation du ravitaillement en légumes secs		JO 17 mars 1942
2110	13/03/42	Loi	372	Etat Français	modifiant l'article 10 de la loi du 31 octobre 1941 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire alloués aux bénéficiaires des pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928		JO 15 avril 1942
2111	13/03/42	Loi	373	Etat Français	autorisant le maintien en activité au-delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat (Loi n° 373)		JO 15 mars 1942
2112	13/03/42	Loi	365	Etat Français	relative au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine (Loi n° 365)		JO 15 mars 1942
2113	13/03/42	Loi	366	Etat Français	sur la répression des violences légères et autres infractions visées par l'article 605 du Code du 3 brumaire an IV (Loi n° 366)		JO 29 mars 1942
2114	14/03/42	Arrêté		Etat Français	complétant l'arrêté du 19 novembre 1941 concernant l'unification par branche d'activité, à l'échelon national et départemental, des organismes professionnels de mutualité agricole		JO 28 mai 1942

2107					
2108					
2109					
2110					
2111					
2112					
2113					L'article 605 du code du 3 brumaire an IV est supprimé. L'article 479 est modifié pour assurer la répression des "auteurs ou complices de bruits, tapages ou attroupements injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants." Il est en outre complété par référence aux "auteurs de rixes, voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé
2114					

2115	14/03/42	Décret	945	Etat Français	relatif à l'avancement des magistrat et juges de paix des colonies		JO 11 avril 1942
2116	14/03/42	Loi	389	Etat Français	relative au régime fiscal des donations (Loi n° 389)		JO 15 mars 1942
2117	14/03/42	Loi	170	Etat Français	relative à la sécurité et à l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance (Loi n° 170)		JO 18 mars 1942
2118	14/03/42	Loi	363	Etat Français	reportant la date d'entrée en vigueur du décret-loi du 8 août 1935 réglementant les frais d'acquisition des sociétés de capitalisation (Loi n° 363)		JO 24 mars 1942
2119	14/03/42	Loi	364	Etat Français	reportant la date d'entrée en vigueur du décret-loi du 8 août 1935 réglementant les frais d'acquisition des sociétés d'assurances sur la vie (Loi n° 364)		JO 24 mars 1942
2120	15/03/42	Décret	711	Etat Français	portant création d'un comité provisoire d'organisation des professions de courtiers et d'agents maritimes		JO 19 mars 1942
2121	15/03/42	Loi	405	Etat Français	tendant à réprimer le marché noir (Loi n° 405)		JO 19 mars 1942
2122	15/03/42	Loi	371	Etat Français	relative à la contribution foncière des propriétés bâties et des propriétés non bâties (Loi n° 371)		JO 26 mars 1942

2115	colonies	justice -- magistrat -- avancement			Modifie le décret du 21 mars 1941.
2116					
2117					
2118					
2119					
2120					
2121		marché noir			
2122					

2123	16/03/42	Loi	361	Etat Français	modifiant les articles 965 (alinéa 1) et 973 (alinéa 6) du Code de procédure civile et l'article 75, dernier alinéa du Code de l'enregistrement		JO 3 avril 1942
2124	16/03/42	Arrêté		Etat Français	portant rattachement d'un canton à un tribunal et d'une commune à une justice de paix		JO 17 mars 1942
2125	17/03/42	Décret	796	Etat Français	fixant les modalités d'application de la loi du 6 janvier 1942 simplifiant le fonctionnement des assurances sociales à certaines catégories de fonctionnaires (Décret n° 796)		JO 20 mars 1942
2126	17/03/42	Décret	776	Etat Français	instituant un brevet de conseiller ou conseillère sociale axillaire du travail (Décret n° 776)		JO 26 mars 1942
2127	17/03/42	Loi	362	Etat Français	portant modification du régime agricole des assurances sociales (Loi n° 362)		JO 19 mars 1942
2128	18/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des pépins de raisin		JO 22 mars 1942
2129	18/03/42	Arrêté		Etat Français	pris en application de l'article 383 bis du Code général des impôts directs		JO 26 mars 1942
2130	18/03/42	Décret	929	Etat Français	portant fixation des conditions d'application de l'article 383 bis du Code général des impôts directs (Décret n° 929)		JO 26 mars 1942

2123		Code -- procédure -- adjudication			Adjudication
2124	Tribunal de Montmorillon	justice de paix -- compétence			
2125					
2126					
2127					
2128					
2129					
2130					



2131	20/03/42	Loi	380	Etat Français	portant modification de l'article 3 de la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie, modifiée par les lois des 9 et 11 juin 1941		JO 29 mars 1942
2132	21/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la fourniture, à la collecte et à la répartition des produits de basse-cour		JO 26 mars 1942
2133	21/03/42	Loi	411	Etat Français	concernant le réensemencement des surfaces de blé détruites par la gelée (Loi n° 411)		JO 22 mars 1942
2134	21/03/42	Loi	415	Etat Français	relative à l'Union générale des Israélites de France (Loi n° 415)		JO 22 mars 1942
2135	21/03/42	Loi	397	Etat Français	modifiant les articles 29 et 45 de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie (Loi n°397)		JO 24 mars 1942
2136	21/03/42	Loi	412	Etat Français	relative à la recherche des infractions en matière de blé, céréales, farines et pain (Loi n° 412)		JO 26 mars 1942
2137	22/03/42	Décret		Etat Français	portant réglementation d'administration sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local		JO 23 août 1942
2138	22/03/42	Décret	927	Etat Français	modifiant le règlement d'administration publique du 1° juillet 1930 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant		JO 24 avril 1942

2131	Tunisie	justice -- tribunal			
2132					
2133					
2134					
2135					
2136					
2137				Toujours en vigueur	
2138					

2139	22/03/42	Loi	395	Etat Français	portant extension des périmètres de protection en matière de débits de boissons (Loi n° 395)		JO 28 mars 1942
2140	23/03/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'attribution des indemnités de direction		JO 15 avril 1942
2141	24/03/42	Arrêté		Etat Français	fixant le mode de calcul des consommations autorisés à partir du 1° septembre 1941 pour les usagers de l'électricité en basse et haute tension		JO 19 avril 1942
2142	24/03/42	Loi	374	Etat Français	complétant l'article 1° de la loi du 31 octobre 1941 relative aux caisses d'épargne (Loi n° 374)		JO 26 mars 1942
2143	25/03/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions d'application des articles 2 et 3 de la loi du 24 septembre 1941		JO 28 avril 1942
2144	25/03/42	Décret	931	Etat Français	rétablissant la composition normale du Tribunal de première instance de Corbeil		JO 9 avril 1942
2145	25/03/42	Loi	416	Etat Français	complétant la loi du 5 novembre 1941 permettant de pourvoir temporairement aux postes vacants dans les tribunaux de commerce		JO 10 avril 1942
2146	26/03/42	Décret	907	Etat Français	modifiant le décret du 17 novembre 1941 relatif au fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux		JO 11 avril 1942

2139					
2140					
2141					
2142					
2143					
2144	Corbeil	justice -- tribunal -- composition			
2145		justice -- tribunal -- commerce -- composition			
2146					

2147	26/03/42	Décret	938	Etat Français	relatif à des rattachements à titre temporaire des justices de paix (Décret n° 938)		JO 28 mars 1942
2148	26/03/42	Loi	403	Etat Français	tendant à définir et à protéger la dénomination "coton"		JO 3 avril 1942
2149	26/03/42	Loi	406	Etat Français	modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des comptes courants et chèques postaux		JO 3 avril 1942
2150	27/03/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions de livraison du vin de la récolte 1941-1942		JO 31 mars 1942
2151	27/03/42	Décret	704	Etat Français	relatif aux assurances de la délégation générale de l'équipement national, des départements et des communes contre les risques de responsabilité des accidents résultant de travaux contre le chômage exécutés en régie directe		JO 1° avril 1942
2152	27/03/42	Décret	933	Etat Français	portant modification de l'article 2 du décret du 10 septembre 1926 relatif à l'organisation de l'administration préfectorale		JO 2 avril 1942
2153	27/03/42	Loi	424	Etat Français	portant organisation préliminaire de la corporation de la marine de commerce (Loi n° 424)		JO 31 mars 1942
2154	27/03/42	Loi	422	Etat Français	portant abrogation de la loi du 13 novembre 1940 relative à la publication des décrets de retrait de la nationalité française et modifiant la loi du 21 mars 1941 relative à la révision à titre gracieux desdits décrets du retrait		JO 10 avril 1942

2147	Cour d'Appel de Chambéry, d'Aix, de Nîmes	justice de paix -- composition			
2148					
2149					
2150					
2151					
2152					
2153					
2154					

2155	28/03/42	Décret	908	Etat Français	relatif à la création de bureaux régionaux de répartition de produits industriels (Décret n° 908)		JO 29 mars 1942
2156	28/03/42	Décret	1003	Etat Français	relatif à la création de bureaux régionaux d'organisation professionnelle (Décret n° 1003)		JO 29 mars 1942
2157	28/03/42	Loi	438	Etat Français	concernant la livraison des blés et seigles (Loi n °438)		JO 29 mars 1942
2158	28/03/42	Loi	444	Etat Français	modifiant le loi du 27 octobre 1940 instituant la carte d'identité de Français (Loi n° 444)		JO 29 mars 1942
2159	29/03/42	Décret	1000	Etat Français	relatif à la reconstitution des exploitations industrielles et commerciales totalement ou partiellement détruites au cours des inondations d'octobre 1940		JO 12 avril 1942
2160	29/03/42	Décret	1002	Etat Français	relatif à la reconstruction des bâtiments et ouvrages appartenant à des collectivités publiques autres que l'Etat et totalement détruits au cours des inondations d'octobre 1940		JO 12 avril 1942
2161	29/03/42	Décret	1001	Etat Français	relatif à la reconstruction des bâtiments et ouvrages publics appartenant à des collectivités publiques autres que l'Etat, totalement ou partiellement détruits par actes de guerre		JO 28 août 1942
2162	29/03/42	Loi	398	Etat Français	relative à la modification des noms des voies publiques		JO 1° avril 1942

2155					
2156					
2157					
2158					
2159					
2160					
2161					
2162					



2163	29/03/42	Loi	440	Etat Français	relative à la prescription de l'action publique et des peines		JO 11 avril 1942
2164	29/03/42	Loi	442	Etat Français	modifiant ou codifiant la loi du 19 avril 1941 relative à la reconstruction des immeubles et à la reconstitution des exploitations agricoles totalement ou partiellement détruites par les inondations survenues au mois d'octobre 1940		JO 12 avril 1942
2165	30/03/42	Décret	999	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 72 à 75 de la loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions (décret n° 999)		JO 3 juillet 1942
2166	30/03/42	Décret	1010	Etat Français	relatif à la mobilisation de certaines catégories d'objets en métaux non ferreux		JO 31 mars 1942
2167	30/03/42	Loi	431	Etat Français	relative aux Conseils d'administration des sociétés de secours mutuels		JO 12 avril 1942
2168	31/03/42	Loi	448	Etat Français	abrogeant le décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux significations d'opposition et de cession faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations		JO 18 avril 1942
2169	01/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant les règles du calcul au minimum des réserves mathématiques et tarifs d'assurance sur la vie		JO 23 avril 1942
2170	01/04/42	Décret	427	Etat Français	relatif à l'institution d'une commission de contrôle du papier		JO 3 avril 1942

2163					
2164					
2165					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "La charte du travail", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 110.
2166					
2167					
2168					
2169					
2170					

2171	01/04/42	Loi	439	Etat Français	portant institution de l'Ordre national du travail"		JO 1° mai 1942
2172	01/04/42	Loi	427	Etat Français	relative aux titres de navigation maritime		JO 4 avril 1942
2173	02/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la vente du vin et de la bière dans les restaurants et établissements similaires		JO 12 avril 1942
2174	02/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant les règles du calcul au minimum des réserves mathématiques et tarifs des entreprises ayant pour objet l'acquisition d'immeubles au moyen de constitution de rentes viagères		JO 23 avril 1942
2175	02/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant les règles du calcul au minimum des réserves mathématiques et tarifs des sociétés d'assurances nuptialité et natalité		JO 23 avril 1942
2176	02/04/42	Arrêté		Etat Français	modifiant les règles de compétence en matière de gestion et d'aliénation du domaine mobilier privé de l'Etat		JO 8 avril 1942
2177	02/04/42	Décret	1037	Etat Français	relatif au mode de règlement des ventes de céréales et précisant les conditions de ces ventes		JO 5 avril 1942
2178	02/04/42	Décret	833	Etat Français	modifiant le décret du 25 juin 1938 relatif au jugement des demandes soumises à la juridiction gracieuse en matière de contributions directes		JO 8 avril 1942

2171					
2172					
2173					
2174					
2175					
2176					
2177					
2178					

2179	02/04/42	Décret	832	Etat Français	relatif à l'exercice du droit de transaction sur affaires contentieuses en matière de contributions indirectes et de taxes à la production et sur les transactions		JO 8 avril 1942
2180	02/04/42	Décret	825	Etat Français	modifiant les règles de compétence en matière de remise de pénalités perçues par l'administration de l'enregistrement		JO 8 avril 1942
2181	02/04/42	Loi	432	Etat Français	relative à la plaidoirie		JO 19 avril 1942
2182	02/04/42	Loi	441	Etat Français	fixant les conditions dans lesquelles des soins peuvent être dispensés aux assurés sociaux dans des établissements de soins		JO 19 avril 1942
2183	02/04/42	Loi	386	Etat Français	relative au contentieux des impôts directs		JO 8 avril 1942
2184	02/04/42	Loi	388	Etat Français	modifiant les règles de compétence en matière de liquidation de dépenses domaniales		JO 8 avril 1942
2185	03/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif au recensement des animaux dans les territoires occupés		JO 27 mai 1942
2186	03/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'enquête agricole du mois de mai 1942		JO 4 avril 1942

2179					
2180					
2181		justice -- avoué -- tribunal			La loi autorise les avoués, désignés par la Cour d'Appel, à plaider seulement devant les tribunaux de première instance, en matière correctionnelle. Article 3 : "Si l'intérêt de la défense l'exige, une délibération motivée du tribunal peut, par dérogation aux dispositions de l'article 1°, accorder à un ou plusieurs avoués l'autorisation de plaider dans une cause déterminée"
2182					
2183		cgi			compétence du sous-préfet remplacée par celle du directeur des contributions directes
2184					
2185	zo				Dans les mairies ou les directions départementales des services agricoles.
2186					

2187	03/04/42	Décret	1199	Etat Français	portant règlement d'administration publique sur le régime des stations de sports d'hiver et d'alpinisme		JO 27 mai 1942
2188	03/04/42	Décret	1044	Etat Français	modifiant l'article 57 du décret du 17 avril 1934 réglementant le service des bateaux, engins stationnaires et établissements flottants ayant une source d'énergie à bord et non soumis à la réglementation de la navigation maritime		JO 6 juin 1942
2189	03/04/42	Décret	991	Etat Français	portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées		JO 8 avril 1942
2190	03/04/42	Loi	477	Etat Français	relative à la garantie des opérations d'exportation conclues avec les administrations ou services publics étrangers		JO 10 mai 1942
2191	03/04/42	Loi	446	Etat Français	accordant des majorations et des allocations aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants-droit		JO 12 avril 1942
2192	03/04/42	Loi	432	Etat Français	modifiant les articles 9, 11, 16, 48 et 50 du Code d'Instruction criminelle ainsi que le titre du chapitre II du Livre I du même code		JO 18 avril 1942
2193	03/04/42	Loi	467	Etat Français	relative à l'introduction des statuts de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés		JO 18 avril 1942
2194	03/04/42	Loi	468	Etat Français	instituant l'ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert comptable et de comptable agréé		JO 18 avril 1942 et 16 mai 1942

2187					
2188					
2189					
2190					
2191					
2192		code -- instruction -- criminelle			
2193					
2194					Voir l'étude d'Adrien Peytel : "L'ordre des experts-comptables et des comptables-agrèés", Gaz. Pal. 3 au 5 juin 1942.



2195	03/04/42	Loi	511	Etat Français	relative à la situation des ouvriers mineurs allocataires ou retraités qui continuent à travailler à la mine		JO 20 mai 1942
2196	03/04/42	Loi	459	Etat Français	prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents		JO 23 avril 1942
2197	03/04/42	Loi	498	Etat Français	relative au régime des stations classées		JO 24 mai 1942
2198	03/04/42	Loi	445	Etat Français	modifiant la loi du 13 janvier 1938 sur les appellations contrôlées		JO 8 avril 1942
2199	04/04/42	Instruction	20	Etat Français	relative à l'accord de paiement franco-danois		JO 23 juin 1942
2200	04/04/42	Loi	463	Etat Français	relative à la suppression des restrictions d'abatage des veaux		JO 8 avril 1942
2201	04/04/42	Loi	334	Etat Français	relative au classement et aux prix des hôtels et restaurants		JO 8 avril 1942
2202	06/04/42	Décret	1082	Etat Français	relatif aux marchés passés au nom de l'Etat		JO 11 avril et 28 mai 1942

2195					
2196					Voir l'étude M. P. Sumien, directeur honoraire au Ministère du Travail : "Les Sociétés d'assurances dites "de défense" et la loi du 3 avril 1942 prohibent la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, Gaz. PaL 27-29mai 1942.
2197					
2198					
2199					Instruction n°20.
2200					
2201					
2202					

2203	06/04/42	Décret	966	Etat Français	relatif aux associations professionnelles de fonctionnaires relevant du secrétariat d'Etat à l'Intérieur		JO 22 avril 1942
2204	06/04/42	Loi	473	Etat Français	complétant la loi du 25 mars 1941 organisation la protection des végétaux		JO 11 avril 1942
2205	06/04/42	Loi	457	Etat Français	relative au régime fiscal de benzols et huiles de houille		JO 12 avril 1942
2206	07/04/42	Arrêté		Etat Français	portant modification et codification de l'arrêté du 11 avril 1940 relatif au contrôle douanier		JO 26 mai 1942
2207	07/04/42	Loi	465	Etat Français	sur les ports maritimes de commerce		JO 9 juin 1942
2208	08/04/42	Loi	504	Etat Français	édicant des dégrèvements en faveur de certains biens affectés à des œuvres d'assistance, de bienfaisance et d'enseignement		JO 17 avril 1942
2209	08/04/42	Loi	505	Etat Français	modifiant l'article 13 de la loi du 1° juillet 1901 (associations-congrégations)		JO 17 avril 1942
2210	08/04/42	Loi	469	Etat Français	relative au financement des travaux de réparation des bateaux de navigation intérieure endommagés par faits de guerre		JO 18 avril 1942

2203					
2204					
2205					
2206					
2207					
2208					
2209					
2210					

2211	08/04/42	Loi	475	Etat Français	relative à l'assurance des risques résultant de l'état de guerre pour la production cinématographique (loi n° 475)		JO 5 juillet 1942
2212	10/04/42	Loi	490	Etat Français	étendant à diverses catégories de fonctionnaires l'obligation de prêter serment de fidélité au chef de l'Etat		JO 17 avril 1942
2213	11/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 4 octobre 1941 relative aux expéditions		JO 16 mai 1942
2214	11/04/42	Loi	484	Etat Français	modifiant et complétant la loi du 30 juillet 1940 relative à l'organisation, la compétence et la procédure de la Cour suprême de justice		JO 14 avril 1942
2215	11/04/42	Loi	484	Etat Français	relative aux dispositions spéciales du Code du		JO 21 avril 1942
2216	12/04/42	Décret	1171	Etat Français	relatif à la carte d'identité de Français		JO 14 avril 1942
2217	12/04/42	Loi	485	Etat Français	appliquant aux militaires en congé d'armistice le régime général des assurances sociales		JO 17 avril 1942
2218	13/04/42	Arrêté		Etat Français	complétant l'arrêté du 14 février 1942 tendant au relèvement des salaires anormalement bas de la région parisienne		JO 16 avril 1942

2211					Assurance contre les risques résultant de l'état de guerre et consécutifs à l'arrêt dans la production ou à l'impossibilité de son exploitation (on pense en ce cas aux conséquences de la censure).
2212					
2213					
2214		justice -- cour -- cour suprême de justice			Suspension des débats en cours. Poursuite de l'information pour un délai qui n'est pas précisé. Cette loi marque la fin de la cour suprême de justice.
2215					
2216					
2217					
2218	Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne				

2219	13/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des pommes de terre destinées à la consommation familiale		JO 19 avril 1942
2220	13/04/42	Loi	436	Etat Français	fixant les sanctions accessoires à la révocation pour abandon de poste, applicables aux commandants de gardiens de la paix, officiers de paix, brigadiers-chefs, brigadiers et gardiens de la paix		JO 16 avril 1942
2221	14/04/42	Loi	447	Etat Français	relative à la mise en œuvre des procédés mécanographiques pour la comptabilité et la statistique des taxes à la production et sur les transactions et au fonctionnement du répertoire général des producteurs		JO 16 avril 1942
2222	14/04/42	Loi	1113	Etat Français	établissant la liste des marchandises, denrées ou objets sur lesquels le secrétaire d'Etat au ravitaillement est autorisé à exercer, en cas de vente aux enchères ou à cri public, le droit de préemption prévu à l'article 2 de la loi du 8 mars 1942		JO 16 avril 1942
2223	14/04/42	Loi	510	Etat Français	portant organisation de la corporation de la navigation intérieure (loi n° 510)		JO 29 juillet 1942
2224	15/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant la date de mise en perception de la taxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels		JO 1 <sup>er</sup> mai 1942
2225	15/04/42	Arrêté		Etat Français	fixant le statut de la marque nationale de conformité aux normes		JO 6 août 1942
2226	15/04/42	Loi	479	Etat Français	modifiant l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par les décrets des 20 janvier 1940 et 24 avril 1940		JO 17 avril 1942

2219					
2220					
2221					
2222					
2223	Application à toute la France métropolitaine.				
2224					
2225					
2226					



2227	15/04/42	Loi	487	Etat Français	tendant à fixer la répartition des auditeurs à la cour des comptes entre la première et la deuxième classe		JO 18 avril 1942
2228	15/04/42	Loi	478	Etat Français	permettant de conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes		JO 29 avril 1942
2229	16/04/42	Arrêté		Etat Français	concernant la commercialisation des pommes de terre		JO 19 avril 1942
2230	16/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la gestion des titres appartenant à l'Etat, aux établissements publics et aux collectivités locales		JO 19 mai 1942
2231	16/04/42	Arrêté		Etat Français	pour l'application de la loi du 16 avril 1942 sur la défense passive		JO 23 avril 1942
2232	16/04/42	Loi	491	Etat Français	modifiant la loi du 5 août 1941 relative à la réglementation générale de la défense passive		JO 23 avril 1942
2233	16/04/42	Loi	491	Etat Français	suspendant temporairement les clauses des baux de locaux à usage d'habitation qui interdisent la sous-location ou la cession du bail		JO 30 avril 1942
2234	17/04/42	Décret	1271	Etat Français	portant relèvement des tarifs des frais de justice applicables devant les tribunaux militaires séant en France, au Maroc, en Tunisie et dans les corps expéditionnaires ou d'occupation		JO 1° mai 1942

2227					
2228					
2229					
2230					
2231					
2232					
2233					
2234	Métropole -- Maroc - Tunisie	justice -- tribunal			

2235	17/04/42	Décret	1138	Etat Français	portant modification du régime des allocations militaires		JO 18 juin 1942
2236	17/04/42	Décret	1240	Etat Français	relatif à la réglementation du titre d'architecte		JO 22 avril 1942
2237	17/04/42	Décret	1231	Etat Français	relatif à l'étiquetage des vins		JO 22 avril 1942
2238	17/04/42	Loi	470	Etat Français	tendant à modifier le statut viticole		JO 10 juin 1942
2239	17/04/42	Loi	474	Etat Français	portant révision des admissions aux droits de citoyen français		JO 13 juin 1942
2240	17/04/42	Loi	495	Etat Français	modifiant la loi n° 255 du 5 février 1942 relative au règlement intégral des céréales à la livraison		JO 19 avril 1942
2241	17/04/42	Loi	503	Etat Français	relative à la constitution d'un corps spécialisé de greffiers et commis greffiers des tribunaux maritimes		JO 22 avril 1942
2242	17/04/42	Loi	502	Etat Français	relative à l'organisation d'un corps spécialisé de greffiers et commis greffiers des tribunaux maritimes		JO 22 avril 1942

2235					
2236					
2237					
2238					
2239					
2240					
2241		greffe -- tribunal -- marine			
2242		greffe -- tribunal -- marine			

2243	17/04/42	Loi	499	Etat Français	relative aux contrats d'assurances libellés en monnaies étrangères		JO 23 avril 1942
2244	17/04/42	Loi	506	Etat Français	modifiant et complétant la loi du 30 novembre 1941 portant organisation de la culture maraîchère aux abords des villes		JO 23 avril 1942
2245	17/04/42	Loi	519	Etat Français	modifiant la loi du 17 septembre 1940 relative à la suspension des exonérations prévues en matière de taxe à la production et de taxe sur les transactions pour les affaires d'exploitation		JO 29 avril 1942
2246	17/04/42	Loi	518	Etat Français	fixant les conditions d'application des taxes à la production aux ventes à destination des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle		JO 29 avril 1942
2247	17/04/42	Loi	530	Etat Français	interprétant et complétant la loi du 22 février 1941 attribuant aux tribunaux de droit commun séant en zone occupée la connaissance des infractions commises par des individus exclusivement justiciables des tribunaux militaires et qui n'ont pas été		JO 8 mai 1942
2248	17/04/42	Loi	530	Etat Français	interprétant et complétant la loi du 22 février 1941 attribuant aux tribunaux de droit commun séant en zone occupée la connaissance des infractions commises par des individus exclusivement justiciables des tribunaux militaires et qui n'ont pas été		JO 8 mai 1942
2249	17/04/42	Loi	513	Etat Français	autorisant la transmission éventuelle par télégramme des énonciations essentielles des actes authentiques entre la France et les colonies (Loi n°513)		JO 9 août 1942
2250	18/04/42	Acte Constitutionnel	516	Etat Français	Acte n° 10		JO 19 avril 1942

2243					
2244					
2245					
2246					
2247	zo	justice -- tribunal -- judiciaire -- militaire			Si le prévenu ou inculpé en zone occupée devant les tribunaux de droit commun est transféré ou découvert en zone non occupée, la juridiction militaire reprend immédiatement sa compétence, "quel que soit l'état de la procédure et même s'il y avait ordonnance ou arrêt de renvoi, condamnation par défaut ou par contumace, ou jugement en première instance suivi d'appel" (article 1)
2248	zone occupée	justice --			Au cas où le prévenu serait "transféré ou découvert" en territoire non occupé, quoi qu'il en soit de l'avancée de la procédure et jusque avant la cassation, la justice militaire reprend sa compétence.
2249	Métropole et colonies.				
2250					

2251	18/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'unification de la coopération de vente de fruits et légumes		JO 28 mai 1942
2252	18/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'unification de la coopération de vente de fruits et légumes		JO 28 mai 1942
2253	18/04/42	Loi	517	Etat Français	relative à la constitution du Gouvernement		JO 19 avril 1942
2254	23/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la vente du vin et de la bière dans les restaurants et établissements similaires		JO 26 avril 1942
2255	23/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises		JO 8 mai 1942
2256	24/04/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la subdivision de la navigation de commerce		JO 26 avril 1942
2257	26/04/42	Décret	1283	Etat Français	modifiant le décret du 1° mai 1905 relatif aux écoles de notariat		JO 12 mai 1942
2258	27/04/42	Loi	527	Etat Français	relative à l'organisation corporative de l'agriculture		JO 28 avril 1942

2251					
2252					
2253					
2254					
2255					
2256					
2257					
2258					



2259	28/04/42	Loi	531	Etat Français	modifiant et complétant la loi du 12 avril 1941 1941, modifiée par la loi du 26 avril 1941, instituant le 1° mai comme jour férié, fête du travail et de la concorde sociale		JO 29 avril 1942
2260	01/05/42	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 9 septembre 1940 relatif à l'assurance contre les risques de guerre terrestres		JO 27 mai 1942
2261	01/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions de remboursement de remboursement anticipé des bons d'épargne à quatre ans		JO 5 mai 1942
2262	01/05/42	Décret	1361	Etat Français	autorisant l'émission de bons à quatre ans		JO 5 mai 1942
2263	03/05/42	Loi	533	Etat Français	modifiant la loi du 20 septembre 1940, relative aux pouvoirs exceptionnels du gouverneur général de l'Algérie en matière économique		JO 12 mai 1942
2264	04/05/42	Loi	529	Etat Français	portant modification des dispositions de l'article 3 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée		JO 7 mai 1942
2265	06/05/42	Loi	545	Etat Français	modifiant la loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives		JO 14 et 16 mai 1942
2266	06/05/42	Loi	539	Etat Français	portant modification de la loi du 5 mars 1941 modifiant et complétant, pour la zone occupée, le règlement général sur la police de la circulation et du roulage		JO 7 mai 1942

2259					
2260					
2261					
2262					
2263					
2264					
2265					
2266					

2267	07/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant le type des pièces de 1 Fr. et 50 centimes en aluminium		JO 16 mai 1942
2268	11/05/42	Arrêté		Etat Français	concernant la réglementation du commerce et de l'industrie des vieux métaux et alliages non ferreux		JO 13 et 28 mai 1942
2269	11/05/42	Arrêté		Etat Français	concernant la récupération et le commerce des disques et cylindres phonographiques brisés ou hors d'usage		JO 13 mai 1942
2270	12/05/42	Instruction		Direction générale de l'Enregistrement	concernant l'application de la loi du 14 mars 1942 relative au régime fiscal des donations		
2271	13/05/42	Décret	1399	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 27 mars 1883 sur la juridiction française en Tunisie, modifiée par les lois des 9 et 11 juin 1941 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie		JO 17 mai 1942
2272	15/05/42	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 23 septembre 1941 relatif à la consommation du gaz		JO 27 et 29 mai et du 5 juin 1942
2273	15/05/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'application aux travailleurs agricoles de la loi du 31 décembre 1941 portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles		JO 27 mai 1942
2274	15/05/42	Décret	1724	Etat Français	relatif à la mise à exécution des travaux des collectivités locales		JO 7 juin 1942

2267					
2268					
2269					
2270					
2271	Tunisie	justice -- tribunal			
2272					
2273					
2274					

2275	15/05/42	Loi	536	Etat Français	relative aux appareils utilisés pour le pesage des personnes		JO 17 mai 1942
2276	18/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant le taux de la redevance sur les eaux-de-vie naturelles		JO 16 juin 1942
2277	18/05/42	Loi	549	Etat Français	modifiant la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 22 août 1941		JO 20 mai 1942
2278	19/05/42	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 6 mai 1941 relatif aux tarifs des primes d'assurances contre les risques terrestres de guerre		JO 24 juin 1942
2279	20/05/42	Loi	547	Etat Français	relative aux institutions de discipline et de représentation professionnelle des huissiers		JO 13 juin 1942
2280	20/05/42	Loi	551	Etat Français	complétant la loi n° 1183 du 15 mars 1941 tendant à autoriser la cession amiable des immeubles et matériels domaniaux dépendant de ces installations		JO 16 juin 1942
2281	21/05/42	Arrêté		Etat Français	concernant l'application de la loi du 12 juillet 1941 relative à la reconstruction des bâtiments et ouvrages publics appartenant à des établissements publics ou d'utilité publique ou à des collectivités publiques autres que l'Etat et partiellement ou		JO 17 juin 1942
2282	21/05/42	Décret	1515	Etat Français	conférant les pouvoirs d'un comité d'organisation au comité central du reboisement		JO 4 juin 1942

2275					
2276					
2277		justice - Conseil d'Etat			
2278					
2279					
2280					
2281					
2282					

2283	21/05/42	Décret	1510	Etat Français	relatif à des rattachements à titre temporaire des justices de paix		JO 7 juin 1942
2284	22/05/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la conservation, transformation, distillation et traitements industriels de fruits frais		JO 30 mai 1942
2285	22/05/42	Décret	1533	Etat Français	fixant le mode de rétribution des architectes et autres experts chargés du contrôle des évaluations relatives aux mutations immobilières		JO 5 juin 1942
2286	23/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités de paiement des primes de contrats de culture		JO 24 mai 1942
2287	23/05/42	Loi	554	Etat Français	sur l'exécution provisoire des jugements		JO 11 juin 1942
2288	23/05/42	Loi	555	Etat Français	sur la comparution personnelle des parties devant les tribunaux		JO 11 juin 1942
2289	23/05/42	Loi	556	Etat Français	sur l'appel des décisions judiciaires		JO 11 juin 1942
2290	23/05/42	Loi	561	Etat Français	modifiant l'article 259 du Code pénal		JO 12 juin 1942

2283	CA de Bordeaux : départements de la Gironde et de la Charente.	justice -- tribunal -- composition			
2284					
2285					
2286					
2287		jugement -- tribunal			Modification des articles 135, 136 et 155 du Code de procédure civile.
2288		justice -- tribunal -- partie			Comparution et interrogation.
2289		justice -- tribunal -- appel			
2290		code -- pénal			Usurpation de titre, d'un diplôme ou d'une qualité.



2291	23/05/42	Loi	543	Etat Français	modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle		JO 12 juin 1942
2292	23/05/42	Loi	521	Etat Français	tendant à modifier la loi du 29 janvier 1929 portant renouvellement du privilège d'émission de la banque de l'Afrique occidentale		JO 29 mai 1942
2293	24/05/42	Décret	1538	Etat Français	modifiant le décret du 7 juillet 1941 instituant le comité d'organisation des entreprises de spectacles		JO 16 juin 1942
2294	24/05/42	Décret	1559	Etat Français	modifiant le décret du 22 avril 1941 portant constitution du comité d'organisation du commerce des produits de quincaillerie		JO 29 mai 1942
2295	25/05/42	Décret	1591	Etat Français	relatif au comité d'organisation de l'industrie cinématographique		JO 26 mai 1942
2296	26/05/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux indemnités journalières de maladie et de maternité des assurances sociales		JO 30 mai 1942
2297	27/05/42	Loi	567	Etat Français	portant interdiction pour les fabricants et commerçants de subordonner la vente des produits à une fourniture d'objets		JO 3 juin 1942
2298	28/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions de recouvrement de la taxe sur les ventes d'animaux de boucherie		JO 13 juin 1942

2291		code -- instruction			
2292					
2293					
2294					
2295					
2296					
2297					
2298					

2299	29/05/42	Arrêté		Etat Français	abrogeant l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1941		JO 2 juin 1942
2300	29/05/42	Loi	569	Etat Français	fixant les conditions d'attribution des indemnités aux maires, adjoints et conseillers municipaux (Loi n° 569)		JO 3 juillet 1942
2301	29/05/42	Loi	575	Etat Français	approuvant une convention avec le Crédit foncier de France relative à l'octroi de prêts à des collectivités et établissements publics		JO 30 mai et 19 juin 1942
2302	29/05/42	Loi		Etat Français	modifiant et complétant le décret du 29 novembre 1939 réglant la dévolution des biens communistes		JO 7 juillet 1942
2303	30/05/42	Arrêté		Etat Français	portant application obligatoire de normes		JO 10 juin 1942
2304	30/05/42	Arrêté		Etat Français	portant homologation de frais pour gazogènes		JO 10 juin 1942
2305	30/05/42	Arrêté		Etat Français	portant application obligatoire de normes		JO 10 juin 1942
2306	30/05/42	Décret	1490	Etat Français	relatif à la refonte du comité général d'organisation de l'industrie du papier et du carton et du commerce qui s'y rattache		JO 31 mai 1942

2299					
2300					
2301					
2302					
2303					
2304					
2305					
2306					

2307	30/05/42	Loi	583	Etat Français	relative aux recettes des chambres de métiers		JO 2 juin 1942
2308	30/05/42	Loi	572	Etat Français	créant des commissions pour le reclassement professionnel des prisonniers rapatriés (Loi n° 572)		JO 26 juillet 1942
2309	30/05/42	Loi	577	Etat Français	modifiant et complétant l'article 148 du Code fiscal des valeurs mobilières		JO 5 juin 1942
2310	31/05/42	Arrêté		Etat Français	fixant la date de mise en perception de la taxe sur les betteraves		JO 25 juin 1942
2311	31/05/42	Décret	1601	Etat Français	relatif au comité général d'organisation des industries de la mécanique		JO 9 juin 1942
2312	01/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'agrément de sociétés d'assurance contre les risques de guerre		JO 10 juin 1942
2313	01/06/42	Décret	1626	Etat Français	modifiant l'article 1° du décret du 24 mai 1872 fixant la composition de la commission des valeurs mobilières		JO 5 juin 1942
2314	01/06/42	Décret	1624	Etat Français	modifiant les règles de compétence en matière d'agrément des représentants responsables présentés par les sociétés étrangères		JO 5 juin et 1° juillet 1942

2307					
2308					
2309					
2310					
2311					
2312					
2313					
2314					

2315	01/06/42	Décret	1625	Etat Français	modifiant les règles de compétence en matière de fixation, de retrait et de remboursement des cautionnements en numéraire fournis par les sociétés et collectivités étrangères		JO 5 juin et 1° juillet 1942
2316	01/06/42	Loi	584	Etat Français	relative au rétablissement de certaines sous-préfectures		JO 10 juin 1942
2317	02/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suites d'actes de guerre		JO 23 juin 1942
2318	02/06/42	Loi	565	Etat Français	relative à la gendarmerie nationale		JO 3 juin 1942
2319	03/06/42	Décret		Etat Français	portant modification de la compétence du comité d'organisation de l'horlogerie		JO 3 juillet 1942
2320	04/06/42	Décret	1718	Etat Français	relatif à l'organisation de la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale		JO 5 juin 1942
2321	04/06/42	Loi	589	Etat Français	régulant l'exécution et le contrôle de la mobilisation des métaux non ferreux et la répression des infractions		JO 13 juin 1942
2322	04/06/42	Loi	593	Etat Français	attribuant des allocations aux agriculteurs dépossédés en totalité ou en partie de leur exploitation		JO 6 juin 1942

2315					
2316					
2317					
2318					
2319					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940, Gazette du Palais 1941.1.Doct., p. 68 et p. 83; "L'organisation professionnelle", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 40 ; "L'organisation et les Comités d'après une jurisprudence récente", Gazette du Palais du 25 et 29 septembre 1942
2320					
2321					Recherche et constatation des infractions aux lois, décrets et décisions par des contrôleurs habilités par le secrétaire d'Etat à la production industrielle. Sanctions judiciaires et administratives prévues sont celles applicables en matière de répartition des produits industriels.
2322					



2323	05/06/42	Arrêté		Etat Français	portant organisation méthodique des battages		JO 10 juin 1942
2324	05/06/42	Décret	1631	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les juifs, la profession dentaire		JO 11 juin 1942
2325	05/06/42	Décret	1702	Etat Français	modifiant le décret du 3 janvier 1941 portant création d'un comité d'organisation des industries de demi-produits en métaux et alliages non-ferreux		JO 7 juin 1942
2326	05/06/42	Loi	578	Etat Français	portant extension aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies des dispositions du décret du 4 juillet 1940, modifié par la loi du 17 octobre 1941, concernant la compétence des juridictions répressives		JO 11 juin 1942
2327	06/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réglementation des restaurants		JO 18 juin 1942
2328	06/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'attribution des contingents de légumes frais aux industries de la conserve		JO 25 juin 1942
2329	06/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réglementation des restaurants		JO 25 juin 1942
2330	06/06/42	Décret	1301	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les juifs, les professions d'artiste dramatique, cinématographique ou lyrique		JO 11 et 13 juin 1942

2323					
2324					
2325					
2326	colonies	justice -- tribunal -- compétence			
2327					
2328					
2329					
2330	pas applicable en Algérie et colonies				

2331	06/06/42	Loi	588	Etat Français	modifiant l'article 83 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance		JO 18 juin 1942
2332	06/06/42	Loi	595	Etat Français	modifiant la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés (Loi n° 595)		JO 26 juillet 1942
2333	08/06/42	Loi	602	Etat Français	portant modification aux articles 172 et 179 du Code d'instruction criminelle dans les colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion		JO 11 juin 1942
2334	08/06/42	Loi	592	Etat Français	permettant de pourvoir temporairement à certains postes vacants dans les conseils de prud'hommes		JO 23 juin 1942
2335	08/06/42	Loi	599	Etat Français	portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1942		JO 24 juin 1942
2336	10/06/42	Arrêté		Etat Français	étendant à certaines denrées ou produits le régime de déclaration prévu par l'arrêté du 11 août 1941		JO 18 juin 1942
2337	10/06/42	Décret	1572	Etat Français	prescrivant la déclaration à l'office des changes des créances commerciales françaises sur divers pays étrangers (Décret n° 1572)		JO 7 juillet 1942
2338	11/06/42	Loi	608	Etat Français	étendant aux inondations de 1942 dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales les dispositions législatives et réglementaires spéciales qui sont applicables dans ces deux départements pour les inondations de 1940		JO 13 juin 1942

2331					
2332					
2333	Martinique, Guadeloupe, La Réunion.	code -- instruction criminelle -- jugement -- tribunal -- police -- correctionnel			
2334		justice -- prud'hommes			Remplacement des postes non pourvus depuis l'application du statut des juifs posé par la loi du 2 juin 1941 et de la loi du 11 août 1941 sur les sociétés secrètes, en conformité avec les lois du 28 novembre 1940 et 15 novembre 1941.
2335					
2336					
2337					
2338					

2339	11/06/42	Loi	607	Etat Français	relative à l'âge limite d'admission dans les cadres des administrations, services et établissements publics de l'Etat (Loi n° 607)		JO 16 septembre 1942
2340	11/06/42	Loi	606	Etat Français	réglant à titre provisoire la transcription de certains jugements et arrêts de divorce		JO 26 juin 1942
2341	12/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des denrées, produits alimentaires et animaux		JO 20 et 30 juin 1942
2342	12/06/42	Loi	609	Etat Français	réprimant la perte ou la détérioration des denrées alimentaires		JO 17 juin 1942
2343	13/06/42	Décret	1711	Etat Français	relatif au commerce des semences		JO 17 juin 1942
2344	13/06/42	Instruction		Etat Français	sur les règlements avec l'Alsace et la Lorraine (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)		JO 13 juin 1942
2345	13/06/42	Instruction		Etat Français	relative à l'accord sur les échanges et les paiements commerciaux franco-croates du 16 mars 1942		JO 13 juin 1942
2346	13/06/42	Loi	590	Etat Français	complétant les articles 2 et 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes (Loi n° 590)		JO 19 juillet 1942

2339					
2340	Colonies	tribunal -- justice -- divorce			Transcription des jugements et arrêts de divorce sur les registres de l'état civil.
2341					
2342					
2343					
2344					
2345					
2346					

2347	17/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la vente du vin et de la bière dans les restaurants et établissements similaires		JO 21 juin 1942
2348	17/06/42	Décret	1811	Etat Français	modifiant le décret du 7 janvier 1941 portant règlement intérieur du Conseil d'Etat		JO 26 juin 1942
2349	17/06/42	Loi	613	Etat Français	modifiant la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat		JO 26 juin 1942
2350	18/06/42	Loi	617	Etat Français	règlementant l'ouverture des bureaux d'enregistrement et d'hypothèques (Loi n° 617)		JO 2 juillet 1942
2351	19/06/42	Arrêté		Etat Français	portant constitution du comité d'organisation des commerces de l'habillement et des tissus		JO 21 juin 1942
2352	19/06/42	Décret	1816	Etat Français	portant création du comité général d'organisation de l'habillement et du travail des étoffes		JO 21 juin 1942
2353	19/06/42	Décret	1818	Etat Français	relatif à la création du comité général d'organisation de l'industrie textile		JO 21 juin 1942
2354	19/06/42	Décret	1849	Etat Français	portant réglementation d'administration publique pour la modification du décret du 16 juin 1941 relatif à la discipline et à l'organisation professionnelle du notariat (décret n° 1849)		JO 7 juillet 1942

2347					
2348		justice -- Conseil d'Etat			
2349		justice -- Conseil d'Etat			
2350					
2351					
2352					
2353					
2354					



2355	19/06/42	Loi	603	Etat Français	relative à la liquidation des pensions des militaires mis à la retraite pendant ou après leur captivité		JO 24 juin 1942
2356	19/06/42	Loi	603	Etat Français	relative à la liquidation des pensions de militaires mis à la retraite pendant ou après leur captivité (Loi n° 603)		JO 24 juin 1942
2357	19/06/42	Loi	623	Etat Français	réprimant l'incendie volontaire des récoltes (Loi n° 623)		JO 9 juillet 1942
2358	21/06/42	Décret	1823	Etat Français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie et du matériel d'incendie		JO 24 juin 1942
2359	21/06/42	Loi	611	Etat Français	portant statut du personnel employé par les membres des ordres et des professions régis par des dispositions particulières (Loi n° 611)		JO 23 juillet 1942
2360	21/06/42	Loi	624	Etat Français	relative aux attributions gouvernementales en matière d'associations secrètes		JO 23 juin 1942
2361	22/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises		JO 20 août 1942
2362	23/06/42	Arrêté		Etat Français	fixant pour l'application des assurances sociales, le mode d'évaluation du salaire des employés rémunérés par des pourboires dans les hôtels, restaurants, débits de boissons et autres établissements de denrées alimentaires à consommer sur		JO 8 juillet 1942

2355					
2356					
2357					
2358					
2359					
2360					
2361					Le délai important courant entre la date de rédaction et de publication de l'arrêté laisse entrevoir des difficultés, au moins matérielles dans sa possibilité d'application.
2362	Paris et département de la Seine				

2363	24/06/42	Arrêté		Etat Français	rapportant des arrêtés préfectoraux relatifs à la durée du travail		JO 27 juin 1942
2364	24/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif au commerce des produits sidérurgiques		JO 4 juillet 1942
2365	24/06/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'admission au bénéfice des assurances sociales des employés rémunérés par des pourboires dans les hôtels, restaurants, débits de boissons et autres établissements de denrées alimentaires à consommer sur place		JO 8 juillet 1942
2366	24/06/42	Décret	1890	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie		JO 27 juin 1942
2367	24/06/42	Décret	1873	Etat Français	étendant aux comités d'organisation constitués par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement les dispositions du décret du 15 mai 1941 relatif aux financements des dépenses des comités d'organisation (décret n°		JO 7 juillet 1942
2368	26/06/42	Décret	1943	Etat Français	portant modification du décret du 24 avril 1940 fixant les conditions d'application du décret-loi du 9 septembre 1939 (décret n° 1943)		JO 1° juillet 1942
2369	26/06/42	Décret	1911	Etat Français	modifiant le décret du 6 avril 1942 relatif aux associations professionnelles de fonctionnaires relevant du secrétariat d'Etat à l'Intérieur (décret n° 1911)		JO 7 juillet 1942
2370	26/06/42	Loi	652	Etat Français	relative à la conversion de divers fonds publics		JO 27 juin 1942

2363					
2364					
2365	Paris et département de la Seine				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940, Gazette du Palais 1941.1.Doct., p. 68 et p. 83; "L'organisation professionnelle", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 40 ; "L'organisation et les Comités d'après une jurisprudence récente", Gazette du Palais du 25 et 29 septembre 1942
2366					
2367					
2368	colonies et protectorats				La loi soumet les envois aux colonies et protectorats à une présentation à un employé des postes chargé de cette réception.
2369					voir d'étude de Henri Hercé : "les associations professionnelles de fonctionnaires" Gazette du Palais, 1941.2.Doct. Pas plus que l'appartenance syndicale, l'appartenance aux associations professionnelles n'est autorisée pour les fonctionnaires du ministère de l'intérieur, en particulier les policiers.
2370					

2371	27/06/42	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 1° mai 1942 relatif au remboursement anticipé des bons d'épargne à quatre ans		JO 3 juillet 1942
2372	27/06/42	Décret	1971	Etat Français	relatif au comité d'organisation du travail des métaux		JO 28 juin 1942
2373	27/06/42	Décret	1922	Etat Français	modifiant le décret du 1° mai 1942 relatif à l'émission des bons à quatre ans (décret n° 1922)		JO 3 juillet 1942
2374	27/06/42	Loi	656	Etat Français	fixant le régime de la vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique (Loi n° 656)		JO 11 juillet 1942
2375	27/06/42	Loi	610	Etat Français	tendant à autoriser les titulaires de l'allocations aux vieux travailleurs salariés à exercer une activité professionnelle (Loi n° 610)		JO 28 juillet 1942
2376	29/06/42	Arrêté		Etat Français	réglementant les conventions d'affrètement pour la navigation intérieure et organisant les chambres syndicales des courtiers de fret		JO 19 juillet 1942
2377	29/06/42	Arrêté		Etat Français	relative à la reconstruction des immeubles partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre		JO 26 juillet 1942
2378	29/06/42	Loi	655	Etat Français	relative à la discipline de la légion d'honneur et de la médaille militaire (Loi n° 655)		JO 5 juillet 1942

2371					
2372					
2373					
2374					
2375					
2376					
2377					
2378					

2379	30/06/42	Loi	634	Etat Français	relative à la fixation du prix du blé et des céréales secondaires pour la campagne 1942-1943 (Loi n°634)		JO 2 juillet 1942
2380	30/06/42	Loi	651	Etat Français	relatif aux délais de surenchère en matière de ventes de biens appartenant à des juifs (Loi n°651)		JO 24 juillet 1942
2381	01/07/42	Décret	1980	Etat Français	relatif à des rattachements à titre temporaire de justices de paix (Décret n° 1980)		JO 19 juillet 1942
2382	01/07/42	Décret	1825	Etat Français	abrogeant le décret du 5 janvier 1940 relatif aux infractions en matière de répartition et de distribution de produits pétroliers (Décret n° 1825)		JO 3 juillet 1942
2383	01/07/42	Loi	645	Etat Français	étendant à titre temporaire aux personnes non présentes certaines dispositions du Code civil applicables aux personnes présumées absentes (Loi n° 645)		JO 19 août 1942
2384	01/07/42	Loi	649	Etat Français	portant statut des commissaires-priseurs (Loi n° 649)		JO 22 juillet 1942
2385	01/07/42	Loi	642	Etat Français	modifiant la loi du 9 juin 1941 portant création d'une cour d'appel à Tunis (Loi n°642)		JO 4 juillet 1942
2386	01/07/42	Loi	647	Etat Français	relative à la restitution en nature des biens séquestrés appartenant à des ressortissants allemands (Loi n° 647)		JO 4 juillet 1942

2379	Applicable en Algérie				
2380					
2381	Lormes et Montsauché à Corbigny (CA de Bourges) ; Cambrin à Béthune (CA de Douai)	justice -- tribunal -- organisation			
2382		justice --			
2383					
2384					
2385	Tunis	justice --			La cour juge des appels interjetés contre les décisions des tribunaux de première instance de Tunis et de Sousse.
2386					



2387	01/07/42	Loi	631	Etat Français	relative au versement de la majoration du pécule prévue par les lois du 19 septembre 1942 sur le dégage ment des cadres (Loi n° 631)		JO 5 juillet 1942
2388	01/07/42	Loi	632	Etat Français	relative au versement de la majoration du pécule, prévue par les lois du 30 mai 1941, du 26 mars 1941, du 27 janvier 1941, fixant respectivement les mesures de dégage ment des cadres civils des secrétariats d'Etat à la Guerre, à la Marine ou à		JO 5 juillet 1942
2389	02/07/42	Loi	653	Etat Français	accordant une réduction de stage aux candidats à certaines fonctions d'officier public ou ministériel qui ont été mobilisés ou ont été prisonniers de guerre (Loi n° 653)		JO 24 juillet 1942
2390	03/07/42	Décret	1954	Etat Français	portant création d'un comité d'organisation des fabricants de glaces, sorbets et crèmes glacées (Décret n° 1954)		JO 17 juillet 1942
2391	06/07/42	Loi		Etat Français	sur l'exécution de la peine de relégation dans la métropole et sur l'élargissement conditionnel des relégués non transportés		JO 26 juillet 1942
2392	10/07/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'organisation de la formation professionnelle des jeunes gens dans l'agriculture		JO 1° août 1942
2393	10/07/42	Loi	669	Etat Français	modifiant la loi du 8 décembre 1941 portant statut des agréés près les tribunaux de commerce		JO 1° août 1942
2394	11/07/42	Décret	2083	Etat Français	portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi du 31 décembre 1941 portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles		JO 1° août 1942

2387					
2388					
2389					
2390					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940, Gazette du Palais 1941.1.Doct., p. 68 et p. 83; "L'organisation professionnelle", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 40 ; "L'organisation et les Comités d'après une jurisprudence récente", Gazette du Palais du 25 et 29 septembre 1942
2391		internement --			Internement provisoire des relégués maintenus provisoirement en France
2392					
2393		justice -- tribunaux de commerce -- agréé			
2394					

2395	11/07/42	Décret	2137	Etat Français	relatif à des rattachements à titre temporaire de justices de paix		JO 1° août 1942
2396	11/07/42	Décret	1438	Etat Français	modifiant les décrets n° 3105 du 18 juillet 1941 portant constitution du comité d'organisation des professions de la publicité, et 3568 de la même date		JO 16 juillet 1942
2397	11/07/42	Décret	2072	Etat Français	modifiant le décret n° 991 du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées		JO 17 juillet 1942
2398	11/07/42	Loi	677	Etat Français	prorogeant les dispositions de la loi du 12 juillet 1940 permettant de suspendre par arrêté ministériel les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif		JO 1° août 1942
2399	11/07/42	Loi	667	Etat Français	modifiant la loi du 8 février 1942 portant institution d'un fonds national de solidarité agricole		JO 18 juillet 1942
2400	11/07/42	Loi	668	Etat Français	portant exonération des cotisations aux caisses d'allocations familiales agricoles		JO 18 juillet 1942
2401	11/07/42	Loi	691	Etat Français	complétant la loi du 23 décembre 1941 relative au recrutement et à l'avancement des magistrats et juges de paix		JO 27 septembre 1942
2402	15/07/42	Arrêté		Etat Français	portant application de l'article 3 de la loi du 5 mars 1941 modifiant et complétant pour la zone occupée le règlement général sur la police de la circulation et du roulage		JO 23 juillet 1942

2395	rattachement de justices du paix dans le ressort de la Cour d'Appel de Limoges, Nîmes (zone libre) ; ainsi que de Poitiers (partie de la Charente-Maritime	justice --			Rapport des procureurs généraux et avis des préfets des ressorts concernés.
2396					
2397					
2398					
2399					
2400			rectificatif au JO du 12 septembre 1942.		
2401		justice -- magistrat -- juge de paix			
2402	zo				

2403	15/07/42	Loi	678	Etat Français	interdisant certaines annonces de caractère antifamilial		JO 17 juillet 1942
2404	15/07/42	Loi	679	Etat Français	portant modification de la loi du 1° mars 1942 concernant les immeubles insalubres et les terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris		JO 17 juillet 1942
2405	15/07/42	Loi	678	Etat Français	relative à l'exécution de travaux d'amélioration agricole		JO 17 juillet 1942
2406	15/07/42	Loi	675	Etat Français	instituant en faveur du fermier l'indemnité de plus-value		JO 18 juillet 1942
2407	15/07/42	Loi	508	Etat Français	relative aux contrôle des lois sociales en agriculture		JO 18 juillet 1942
2408	15/07/42	Loi	687	Etat Français	modifiant l'article 1° de la loi du 18 janvier 1941 instituant un stage obligatoire dans les chantiers de la jeunesse		JO 19 juillet 1942
2409	15/07/42	Loi	646	Etat Français	relative aux bacs et passages d'eau établis en remplacement des ponts détruits pendant la guerre		JO 8 août 1942
2410	16/07/42	Décret	2138	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 19 de la loi du 16 novembre 1940, modifié par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1941, sur la réorganisation des corps municipaux ; de l'article 1° de la loi du 16 juillet 1942		JO 11 août 1942

2403					Les infractions à l'interdiction d'une publication de demande d'emploi ou de logement spécifiant l'absence d'enfant sont déferées devant le tribunal correctionnel et punies d'une amende de 500 à 5000 F.
2404					
2405					
2406			rectificatif paru au JO du 31 juillet 1942.		
2407					
2408					
2409					
2410					

2411	16/07/42	Décret	2153	Etat Français	portant modification de l'article 2 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale		JO 22 juillet 1942
2412	16/07/42	Décret	2152	Etat Français	relatif au statut de la magistrature coloniale pendant la période de guerre		JO 22 juillet 1942
2413	16/07/42	Loi	693	Etat Français	complétant le paragraphe 1° de l'article 7 de la loi du 16 novembre 1940 portant réorganisation des corps municipaux		JO 11 août 1942
2414	16/07/42	Loi	684	Etat Français	modifiant l'article 16 de la loi du 5 octobre 1940 fixant le régime normal des engagements et rengagements des Français		JO 23 juillet 1942
2415	16/07/42	Loi	705	Etat Français	complétant l'article 112 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 25 juillet 1942
2416	16/07/42	Loi	697	Etat Français	modifiant le décret du 28 mars 1934 relatif à l'organisation judiciaire		JO 29 juillet 1942
2417	17/07/42	Décret	2162	Etat Français	portant abrogation du décret du 11 novembre 1939 sur les surestaries en navigation intérieure		JO 13 août 1942
2418	18/07/42	Loi	704	Etat Français	relative aux garanties données aux membres de l'association dite "Légion tricolore"		JO 8 août 1942

2411	colonies	justice -- tribunal -- organisation de la nation en temps de guerre			Les magistrats proches de la retraite peuvent, lorsqu'ils se trouvent hors de leur colonie d'affectation, être mis à la disposition du chef du service judiciaire d'une autre colonie pour être affectés à la suite des cours et tribunaux et être remplacés immédiatement dans leurs postes. Le décret vise à renforcer le personnel des colonies, qui ne peut être <del>remplacé ou renforcé</del> .
2412	colonies	justice -- tribunal -- organisation de la nation en temps de guerre			Le décret vise à renforcer le personnel des colonies, qui ne peut être remplacé ou renforcé. Les nominations provisoires effectuées suite aux opérations de guerre sont ainsi validées.
2413					
2414					"Tout militaire engagé ou rengagé pourra, en cas de faute grave, être rayé des contrôles de l'armée active par décision du secrétaire d'Etat à la Guerre ou de l'autorité déléguée à cet effet, prise sur avis du conseil de discipline" article 16.
2415		justice -- militaire --			
2416	CA de Riom, Tribunal de Gannat et tribunal de rattachement de Cusset.	justice -- tribunal -- organisation			
2417					
2418					Ils bénéficient des dispositions des articles 93 à 98 du code civil.



2419	23/07/42	Loi	676	Etat Français	relative à l'abandon de famille		JO 3 octobre 1942
2420	24/07/42	Décret	2303	Etat Français	portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 2 février 1942 relative au réemploi des prisonniers de guerre rapatriés et de l'article 3 de la loi du 13 septembre 1940, modifiée par la loi du 6 juin 1942 relative à		JO 26 juillet 1942
2421	25/07/42	Décret	2344	Etat Français	complétant le décret du 27 décembre 1940 portant création du comité d'organisation de l'industrie des minerais de fer		JO 28 juillet 1942
2422	27/07/42	Loi	683	Etat Français	relative à l'enfance délinquante		JO 13 août 1942
2423	27/07/42	Loi	730	Etat Français	portant attribution de pouvoirs au secrétaire d'Etat à la Santé en matière de sauvegarde de la santé publique		JO 14 août 1942
2424	27/07/42	Loi	682	Etat Français	relative à l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises		JO 30 juillet 1942
2425	28/07/42	Décret	2282	Etat Français	fixant la date de mise en vigueur de la loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1942 relative aux commissaires-priseurs		JO 19 août 1942
2426	28/07/42	Décret	2278	Etat Français	fixant la date de mise en vigueur de la loi du 16 juin 1941 relative aux notaires		JO 19 août 1942

2419					
2420					
2421					
2422		justice -- tribunal -- enfance -- délinquance			
2423					
2424					
2425					
2426					

2427	28/07/42	Décret	2281	Etat Français	fixant la date de mise en vigueur de la loi du 20 mai 1942 relative aux huissiers		JO 19 août 1942
2428	28/07/42	Décret	2280	Etat Français	fixant la date de mise en vigueur de la loi du 5 mars 1942 relative aux avoués		JO 19 août 1942
2429	28/07/42	Décret	2279	Etat Français	fixant la date de mise en vigueur de la loi du 8 décembre 1942 relative aux agréés près les tribunaux de commerce		JO 19 août 1942
2430	28/07/42	Loi	722	Etat Français	relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre		JO 21 août 1942
2431	28/07/42	Loi	625	Etat Français	relative à l'organisation de services médicaux et sociaux du travail		JO 29 juillet 1942
2432	28/07/42	Loi	727	Etat Français	modifiant la loi du 28 juillet 1940 relative à la fabrication et à la vente du pain		JO 7 août 1942
2433	30/07/42	Arrêté		Etat Français	portant constitution du comité d'organisation des débits de tabac		JO 7 août 1942
2434	30/07/42	Loi	706	Etat Français	relative à la forme des actes administratifs individuels		JO 20 avril 1943

2427					
2428		justice -- tribunal -- avoué			
2429		justice -- tribunal -- commerce			
2430					
2431					
2432	vente du pain : la réglementation allemande, en particulier dans la zone rattachée, ne rend-elle pas caduque la réglementation française?				
2433					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940, Gazette du Palais 1941.1.Doct., p. 68 et p. 83; "L'organisation professionnelle", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 40 ; "L'organisation et les Comités d'après une jurisprudence récente", Gazette du Palais du 25 et 29 septembre 1942
2434					Long délai entre la date de la loi et la date d'entrée en vigueur.

2435	30/07/42	Loi	731	Etat Français	accordant à certaines personnes la dispense du certificat d'aptitude à la profession d'avocat		JO 25 août 1942
2436	30/07/42	Loi	740	Etat Français	modifiant la loi du 30 juillet 1940 réglementant la fabrication et la vente de la pâtisserie, de la confiserie et de la biscuiterie		JO 7 août 1942
2437	31/07/42	Décret	1996	Etat Français	portant modification du décret du 30 octobre 1941 fixant les attributions respectives de l'équipement national et des services du commissariat au chômage et portant ouverture de crédits		JO 1° août 1942
2438	31/07/42	Décret	2269	Etat Français	portant attribution d'avantages au profit des vieux travailleurs salariés quittant une ville de plus de 50000 habitants pour s'établir dans une commune rurale		JO 29 août 1942
2439	31/07/42	Loi	666	Etat Français	relative au régime des congés payés		JO 1° août 1942
2440	31/07/42	Loi	723	Etat Français	modifiant et complétant la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie		JO 6 août 1942
2441	31/07/42	Loi	741	Etat Français	prorogeant les délais prévus à l'article 20 de la loi du 2 décembre 1941 dans lesquels la dissolution des groupements professionnels agricoles s'opposant à l'organisation corporative peut être prononcée		JO 8 août 1942
2442	03/08/42	Décret	2395	Etat Français	relatif à l'immatriculation consulaire		JO 24 septembre 1942

2435		justice -- avocat --			
2436					
2437					
2438					
2439					
2440					
2441					
2442					

2443	03/08/42	Décret	2388	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 février 1942 relative à l'organisation et au fonctionnement des bourses de valeurs		JO 6 août 1942
2444	03/08/42	Loi	725	Etat Français	relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite des faits de la guerre de 1914-1918		JO 27 août 1942
2445	04/08/42	Décret	2417	Etat Français	modifiant le décret du 20 juillet 1940 fixant les modalités d'application de la loi du 20 juillet 1940 relative à des avances du Trésor en vue de la reprise industrielle et commerciale		JO 14 août 1942
2446	04/08/42	Loi	694	Etat Français	relative à la délivrance des diplômes professionnels		JO 11 août 1942
2447	04/08/42	Loi	732	Etat Français	portant à 35 FF par hectolitre de gemme la retenue effectuée sur le montant total de la récolte de la campagne 1942-1943 pour travaux d'amélioration		JO 8 août 1942
2448	06/08/42	Décret	2148	Etat Français	relatif à la constitution d'un comité d'organisation de la presse en zone non occupée		JO 27 octobre 1942
2449	06/08/42	Loi	744	Etat Français	modifiant l'article 334 du Code pénal		JO 27 août 1942
2450	07/08/42	Loi	751	Etat Français	portant institution à titre provisoire d'une chambre de cassation en Indochine		JO 12 août 1942

2443					
2444					
2445					
2446					
2447					
2448	zno				Texte prévu à l'origine pour les 2 zones.
2449					Répression de la corruption ou débauche (incitation à la débauche) de la jeunesse. 3 à 6 mois de prison ; 200 à 60000 FF d'amende.
2450	Indochine	justice -- cour de cassation			



2451	07/08/42	Loi	759	Etat Français	relative à la délivrance gratuite de duplicata de certaines pièces d'identité aux prisonniers de guerre		JO 23 août 1942
2452	07/08/42	Loi	643	Etat Français	portant institution de conseils départementaux		JO 27 août 1942
2453	07/08/42	Loi	680	Etat Français	relative à la prorogation du délai de renouvellement des inscriptions d'hypothèques sur bateaux de navigation intérieure ou maritime et sur aéronefs		JO 27 août 1942
2454	07/08/42	Loi	747	Etat Français	modifiant la loi du 21 octobre 1940, modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix		JO 8 août 1942
2455	07/08/42	Loi	773	Etat Français	punissant de la peine de mort la détention d'explosifs et les dépôts d'armes		JO 8 août 1942
2456	08/08/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux indemnités des membres du Conseil d'Etat et magistrats de l'ordre judiciaire		JO 23 août 1942
2457	10/08/42	Décret	2102	Etat Français	relatif au timbrage des polices des entreprises de capitalisation		JO 15 août 1942
2458	10/08/42	Décret	2476	Etat Français	rétablissant la composition normale d'un tribunal		JO 3 septembre 1942

2451					
2452					
2453					
2454					Voir l'étude de Paul Esmein : "La limitation des prix (loi du 21 octobre 1940)", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 5 ; Adrien Peytel : "La limitation des prix et l'appréciation des marges bénéficiaires : la circulaire du 3 janvier 1941", Gaz. Pal. 1941.1.Doct, p. 63.
2455		justice -- tribunal -- compétence			Compétence du Tribunal spécial, créé par la loi du 24 avril 1941.
2456		justice			
2457					
2458	tpi Angoulême	justice -- tribunal -- composition			

2459	10/08/42	Loi	770	Etat Français	modifiant la loi du 23 octobre 1940 portant définition de la profession de marin et d'agent du service général à bord des bâtiments		JO 12 août 1942
2460	10/08/42	Loi	757	Etat Français	permettant de conférer l'honorariat aux anciens membres de tribunaux de commerce		JO 28 août 1942
2461	10/08/42	Loi	767	Etat Français	réprimant l'évasion des internés administratifs et la complicité en matière d'évasion		JO 5 septembre 1942
2462	11/08/42	Instruction		Etat Français	fixant les règles à suivre pour la perception de l'impôt sur les traitements et salaires et de la contribution nationale extraordinaire dans les cas où il ne peut être fait application des barèmes prévus à l'article 4 du décret du 27 janvier 1941		JO 9 septembre 1942
2463	12/08/42	Décret	2478	Etat Français	portant modification du régime des provisions pour renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel dans le cas du décès de l'exploitant		JO 15 août 1942
2464	12/08/42	Loi	769	Etat Français	modifiant le régime fiscal des sociétés		JO 15 août 1942
2465	12/08/42	Loi	768	Etat Français	portant assouplissement du régime fiscal des plus-values		JO 15 août 1942
2466	12/08/42	Loi	771	Etat Français	dérogeant provisoirement aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne le choix d'un défenseur par les individus inculpés devant les tribunaux militaires de crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat		JO 21 août 1942

2459					
2460		tribunal -- commerce			
2461					
2462					
2463					
2464					
2465					
2466		justice -- militaire			La défense ne pourra être assurée que par un avocat désigné d'office par le bâtonnier du siège du tribunal militaire ou en cas d'impossibilité, celui de la cour d'appel.

2467	12/08/42	Loi	782	Etat Français	réprimant les vols de colis ou d'objets adressés aux prisonniers de guerre		JO 21 août 1942
2468	12/08/42	Loi	781	Etat Français	relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés de la région parisienne		JO 28 août 1942
2469	13/08/42	Décret	2520	Etat Français	concernant l'addition aux confitures et marmelades d'un gramme d'acide benzoïque ou d'acide salicylique ou de leurs sels		JO 22 août 1942
2470	13/08/42	Décret	2527	Etat Français	portant relèvement des prix des formules d'inscription et de transcription en matière hypothécaire		JO 8 septembre 1942
2471	13/08/42	Loi	787	Etat Français	modifiant la loi du 3 juillet 1941 fixant les règles d'indemnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive		JO 23 août 1942
2472	13/08/42	Loi	783	Etat Français	complétant la loi du 7 septembre 1941 instituant un tribunal d'Etat		JO 29 août 1942
2473	13/08/42	Loi	779	Etat Français	relative au ravitaillement en vin de la métropole		JO 30 août 1942
2474	17/08/42	Décret	2562	Etat Français	concernant l'application de la loi du 17 décembre 1941 relative à l'établissement d'un plan d'aménagement de la production		JO 18 août 1942

2467		justice -- tribunal -- compétence			Compétence du Tribunal spécial, créé par la loi du 24 avril 1941.
2468					
2469					
2470					
2471					
2472		justice -- tribunal			"Seront également applicables les peines accessoires ou complémentaires prévues par lesdites dispositions"
2473					
2474					

2475	17/08/42	Loi	776	Etat Français	donnant provisoirement compétence au tribunal militaire de cassation permanent pour statuer sur les oppositions aux ordonnance du juge d'instruction près le tribunal militaire permanent dans les territoires non déclarés en		JO 27 août 1942
2476	18/08/42	Arrêté		Etat Français	fixant les pays étrangers où les dispositions de la loi sur la transmission télégraphique des actes authentiques sont applicables		JO 2 septembre 1942
2477	18/08/42	Décret	2555	Etat Français	modifiant le décret du 5 octobre 1920, modifié par décret du 19 septembre 1941, portant règlement d'administration publique sur les frais de justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police		JO 3 septembre 1942
2478	18/08/42	Loi	784	Etat Français	relative à la modification du décret-loi du 14 juin 1938, unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances		JO 12 septembre 1942
2479	18/08/42	Loi	719	Etat Français	autorisant et validant la transmission par télégramme des énonciations essentielles d'actes authentiques entre la France et les pays étrangers		JO 2 septembre 1942
2480	18/08/42	Loi	785	Etat Français	relative aux banques populaires		JO 29 août 1942
2481	18/08/42	Loi	796	Etat Français	relative à l'extension de la procédure des travaux mixtes aux ouvrages d'art des voies de communication de la totalité du territoire de la métropole et de l'Algérie		JO 5 septembre 1942
2482	19/08/42	Loi	726	Etat Français	relative aux fonctionnaires et agents des administrations publiques nés de père étranger		JO 19 septembre 1942

2475		justice -- tribunal -- militaire			
2476		justice -- acte			La circulation des actes entre la France et l'Allemagne n'est pas en cause. Les pays concernés sont l'Afghanistan, la Chine, le Japon, la Thaïlande.
2477		justice -- frais			
2478					
2479		justice -- acte			La circulation des actes entre la France et l'Allemagne n'est pas en cause. Les pays concernés sont l'Afghanistan, la Chine, le Japon, la Thaïlande (Voir l'arrêté du 18 août 1942).
2480					
2481	métropole et Algérie				
2482					



2483	19/08/42	Loi	717	Etat Français	modifiant la loi du 10 novembre 1941 sur les sociétés secrètes		JO 20 août 1942
2484	19/08/42	Loi	799	Etat Français	créant une indemnité dite de congé de libération en faveur des prisonniers de guerre rapatriés		JO 4 septembre 1942
2485	20/08/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'étiquetage des boissons apéritives ou digestives		JO 3 septembre 1942
2486	20/08/42	Décret	2619	Etat Français	réglementant les conditions d'utilisation des cocardes aux couleurs nationales sur les voitures officielles		JO 2 septembre 1942
2487	20/08/42	Décret	2578	Etat Français	portant rétablissement de composition normale d'un tribunal		JO 3 septembre 1942
2488	20/08/42	Loi	804	Etat Français	modifiant le délai fixé par l'article 13 de la loi n° 467 du 3 avril 1942 introductive des statuts de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés		JO 29 août 1942
2489	21/08/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans la métallurgie en zone non occupée		JO 9 septembre 1942
2490	24/08/42	Loi	806	Etat Français	modifiant la loi du 14 octobre 1941 portant interdiction de la circulation de certaines catégories de véhicules automobiles		JO 12 septembre 1942

2483					
2484					
2485					
2486					Infractions réprimées conformément aux dispositions de la loi du 20 novembre 1940 réglementant le port des insignes, emblèmes et décorations.
2487	tpi Béthune, zone rattachée.	justice -- tribunal -- composition			
2488					
2489	zno				
2490					

2491	24/08/42	Loi	793	Etat Français	relative à l'extension aux ateliers de famille des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs à domicile contre les intoxications professionnelles		JO 27 août 1942
2492	25/08/42	Arrêté		Etat Français	portant modification à l'article 9 de l'arrêté du 11 août 1941 sur la circulation automobile		JO 1° septembre 1942
2493	25/08/42	Loi	816	Etat Français	concernant l'administration intérieure et la gestion financière du Sénat et de la Chambre des députés		JO 26 août 1942
2494	26/08/42	Décret	2547	Etat Français	relatif à la création d'une famille professionnelle des professions juridiques		JO 3 septembre 1942
2495	26/08/42	Décret	2626	Etat Français	relatif à l'agrément des caisses professionnelles d'assurances sociales agricoles et à la suppression des organismes non agréés		JO 3 septembre 1942
2496	26/08/42	Loi	812	Etat Français	modifiant l'article 3 de la loi du 5 avril 1941 relative au fonctionnement des lois sociales et familiales en agriculture		JO 1° septembre 1942
2497	26/08/42	Loi	813	Etat Français	étendant à la profession d'agent de change les termes de la loi du 21 juin 1942 portant statut du personnel employé par les membres des ordres et des professions régis par des dispositions particulières		JO 10 septembre 1942
2498	26/08/42	Loi	813	Etat Français	portant modification de l'article 10 (§§ 5 et 6) du décret-loi du 28 octobre 1935 fixant le régime des assurances sociales applicable au commerce et à l'industrie		JO 10 septembre 1942

2491					
2492					
2493					
2494		justice -- association -- profession			Elle comprend les avocats, les officiers ministériels et auxiliaires de justice ainsi que le personnel qu'ils emploient dans l'exercice de leurs professions. Voir l'étude de Me Albert Croquez : "La charte du travail", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 110.
2495					
2496					
2497					
2498					

2499	26/08/42	Loi	815	Etat Français	relative à l'enfance déficiente ou en danger moral		JO 29 août 1942
2500	26/08/42	Loi	808	Etat Français	ayant pour objet la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre		JO 4 septembre 1942
2501	28/08/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la contribution mensuelle de l'Union générale des Israélites de France		JO 5 septembre 1942
2502	28/08/42	Décret	2590	Etat Français	relatif à la mobilisation des métaux non ferreux dans les locaux industriels et commerciaux		JO 1° septembre 1942
2503	28/08/42	Décret	2134	Etat Français	fixant les règles de constitution des unions et fédérations professionnelles, les conditions de désignation des membres de ces organismes, leur composition et celle de leur conseil d'administration et bureau		JO 8 septembre 1942
2504	28/08/42	Décret	2136	Etat Français	relatif à la constitution des nouveaux syndicats professionnels uniques en partant des organismes existants		JO 8 septembre 1942
2505	28/08/42	Loi	795	Etat Français	relative à la préservation des intérêts des médecins retenus en captivité		JO 16 septembre 1942
2506	28/08/42	Loi	792	Etat Français	tendant à maintenir le rendement des entreprises industrielles et commerciales		JO 2 septembre 1942

2499					Le chef de gouvernement assure la coordination entre les administrations sur les questions concernant l'enfance déficiente ou en danger moral.
2500					
2501					
2502					
2503					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940, Gazette du Palais 1941.1.Doct., p. 68 et p. 83; "L'organisation professionnelle", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 40.
2504					
2505					
2506					

2507	28/08/42	Loi	821	Etat Français	tendant à faciliter la conservation des denrées alimentaires périssables		JO 26 septembre 1942
2508	28/08/42	Loi	831	Etat Français	relative au régime fiscal des vins doux naturels		JO 4 septembre 1942
2509	29/08/42	Loi	818	Etat Français	modifiant l'article 4 de la loi du 21 mars 1928 portant réforme des régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat		JO 19 septembre 1942
2510	31/08/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'organisation générale de la réquisition de la main-d'œuvre pour les exploitations agricoles et forestières		JO 26 septembre 1942
2511	31/08/42	Arrêté		Etat Français	déterminant les modalités d'application de la loi du 18 juillet 1941 relative à la durée du travail dans l'industrie minérale aux exploitations de pétrole par puits ou sondages et aux travaux de recherches		JO 8 septembre 1942
2512	01/09/42	Loi	824	Etat Français	relative au droit de priorité accordé aux tierces personnes assistant les grands invalides de guerre		JO 18 novembre 1942
2513	01/09/42	Loi	826	Etat Français	instituant des secours temporaires au profit de certaines catégories de victimes d'actes de guerre		JO 8 octobre 1942
2514	01/09/42	Loi	737	Etat Français	instituant l'exclusion des indésirables sur les champs de course		JO 8 octobre 1942

2507					
2508					
2509					
2510					
2511					
2512					
2513					
2514					



2515	01/09/42	Loi	825	Etat Français	relative à l'institution d'une allocation d'attente en faveur des propriétaires dont les immeubles ont été détruits par suite d'actes de guerre		JO 8 octobre 1942
2516	02/09/42	Décret	2697	Etat Français	réglementant les eaux-de-vie originaires d'Algérie		JO 11 septembre 1942
2517	02/09/42	Décret	2696	Etat Français	relatif à la publication de la liste des commissaires de sociétés agréées		JO 17 septembre 1942
2518	01/09/42	Loi	3089	Etat Français	modifiant la loi du 12 juillet 1941 (n° 3089) relative à la construction, à l'implantation et à l'aménagement d'abris provisoires		JO 16 janvier 1943
2519	02/09/42	Loi	832	Etat Français	complétant l'article 224 du Code pénal		JO 17 septembre 1942
2520	02/09/42	Loi	809	Etat Français	relative à la composition et à l'organisation de la famille professionnelle de l'eau, du gaz et de l'électricité		JO 6 novembre 1942
2521	04/09/42	Loi	869	Etat Français	relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre		JO 13 septembre 1942
2522	06/09/42	Loi	843	Etat Français	portant modification de l'article 192 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 23 septembre 1942

2515					
2516					
2517					
2518					
2519		code -- pénal			Rajout de l'outrage à tout militaire "dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou en raison de son état".
2520					
2521					
2522		code -- justice -- militaire			

2523	08/09/42	Loi	847	Etat Français	relative au régime fiscal des boissons gazéifiées		JO 10 septembre 1942
2524	08/09/42	Loi	856	Etat Français	relative au recrutement et à l'avancement des magistrats		JO 23 septembre 1942
2525	08/09/42	Loi	814	Etat Français	réprimant l'utilisation ou la détention des postes radioélectriques d'émission non autorisés		JO 23 septembre 1942
2526	08/09/42	Loi	858	Etat Français	renforçant les pénalités en cas d'utilisation de blé pour la consommation animale		JO 25 octobre 1942
2527	09/09/42	Décret	2712	Etat Français	réservant les droits des justiciables dans certains territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies		JO 16 septembre 1942
2528	09/09/42	Loi	850	Etat Français	relative à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes Français du fait ou à l'occasion de l'accomplissement de leur stage obligatoire dans les chantiers de jeunesse		JO 11 septembre 1942
2529	09/09/42	Loi	851	Etat Français	étendant le bénéfice des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique aux veuves chargées de famille		JO 15 septembre 1942
2530	09/09/42	Loi	855	Etat Français	ayant pour objet de faciliter la création et le fonctionnement des cantines d'usine		JO 3 octobre 1942

2523					
2524		justice -- magistrat			Complète la loi du 23 décembre 1941 relative au recrutement et à l'avancement des magistrats et juges de paix.
2525					
2526					
2527					
2528					
2529					
2530					

2531	09/09/42	Loi	855	Etat Français	modifiant la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie		JO 9 octobre 1942
2532	10/09/42	Décret	2711	Etat Français	réglementant l'usage de titres ou de dénominations contenant l'indication "radiodiffusion nationale"		JO 21 octobre 1942
2533	10/09/42	Loi	860	Etat Français	relative au contrôle de l'administration des biens légués ou donnés aux collectivités et établissements publics		JO 16 septembre 1942
2534	10/09/42	Loi	794	Etat Français	relative à l'ordre des médecins et à l'organisation des professions médicale et dentaire		JO 18 septembre 1942
2535	10/09/42	Loi	855	Etat Français	relative aux sucres coloniaux		JO 31 octobre 1942
2536	11/09/42	Loi	872	Etat Français	portant exonération d'impôts en faveur d'un emprunt de l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger		JO 17 septembre 1942
2537	11/09/42	Loi	872	Etat Français	portant exonération d'impôts en faveur d'un emprunt de l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger		JO 17 septembre 1942
2538	11/09/42	Loi	865	Etat Français	interdisant aux juifs l'exercice de certaines fonctions en Algérie		JO 20 septembre 1942

2531					
2532					peines prévues à l'article 259 al. 2 du code pénal.
2533					
2534					
2535					
2536					
2537					
2538	Algérie				

2539	11/09/42	Loi	874	Etat Français	modifiant l'article 28 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française		JO 23 octobre 1942
2540	12/09/42	Loi	862	Etat Français	relative aux recherches de substances minérales ou fossiles et aux permis de recherches de pétrole et de gaz combustibles		JO 27 septembre 1942
2541	12/09/42	Loi	846	Etat Français	relative au travail féminin		JO 4 novembre 1942
2542	12/09/42	Loi	852	Etat Français	relative aux fausses déclarations en matière de bagages perdus		JO 9 octobre 1942
2543	14/09/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'administration et à la liquidation des biens mis sous séquestre et confiés par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre		JO 1° octobre 1942
2544	15/09/42	Décret	2849	Etat Français	tendant à la modification temporaire des dispositions de l'article 2 du décret du 10 avril 1873 relatif au délai de publication du Bulletin officiel des oppositions sur les titres au porteur perdus ou volés, publié par le syndicat des agents de change		JO 9 octobre 1942
2545	15/09/42	Loi	801	Etat Français	relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens italiens mis sous séquestre		JO 1° octobre 1942
2546	15/09/42	Loi	866	Etat Français	relative à la perception de surtaxes locales temporaires sur les chemins de fer d'intérêt général, les voies ferrées d'intérêt local, les voies ferrées des quais de transports routiers en liaison avec les chemins de fer		JO 4 novembre 1942

2539					Amende civile prononcée sans appel par le juge de paix.
2540					
2541					
2542					
2543					
2544					
2545					
2546					



2547	15/09/42	Loi	864	Etat Français	relevant les anciens combattants de certaines incapacités spéciales dont sont frappés les étrangers naturalisés		JO 9 octobre 1942
2548	17/09/42	Loi	870	Etat Français	étendant à La Réunion les dispositions de la loi du 28 février 1942 relative à la majoration abusive des loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel		JO 23 septembre 1942
2549	17/09/42	Loi	871	Etat Français	complétant la loi du 15 octobre 1941 réglementant l'accès au barreau		JO 9 octobre 1942
2550	19/09/42	Arrêté		Etat Français	pris en application de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre, en ce qui concerne les conditions d'embauchage et de résiliation du contrat de travail		JO 20 septembre 1942
2551	19/09/42	Décret	2894	Etat Français	pris par application de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre		JO 20 septembre 1942
2552	19/09/42	Loi	873	Etat Français	relative aux frais d'internement des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique ou dont les agissements sont de nature à nuire à l'économie nationale		JO 30 octobre 1942
2553	20/09/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réglementation du transport du gibier par colis à main		JO 11 octobre 1942
2554	21/09/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux consommations autorisées à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 1941 pour les usagers de l'électricité en basse tension		JO 4 octobre 1942

2547					
2548	La Réunion				
2549		barreau -- avocat -- accès	Loi du 25 novembre 1942		
2550					2 arrêtés.
2551					
2552					
2553					
2554					

2555	21/09/42	Loi	886	Etat Français	concernant le retrait de certaines fonctions		JO 23 septembre 1942
2556	22/09/42	Loi	876	Etat Français	relative aux militaires, marins et civils disparus pendant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940		JO 10 octobre 1942
2557	22/09/42	Loi	882	Etat Français	relative à l'assimilation judiciaire des personnels démilitarisés ayant rang d'officier		JO 24 septembre 1942
2558	22/09/42	Loi	573	Etat Français	sur les effets du mariage quant aux droits et devoirs des époux		JO 3 novembre 1942
2559	24/09/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des denrées		JO 18 octobre 1942
2560	25/09/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des denrées, produits alimentaires et animaux		JO 11 octobre 1942
2561	25/09/42	Loi	879	Etat Français	portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1942		JO 1° octobre 1942
2562	25/09/42	Loi	789	Etat Français	relative au supplément familial de traitement		JO 29 septembre 1942

2555					
2556					
2557		justice			
2558		code civil -- mariage --			Voir l'étude de Paul Esmein : "Les modifications au droit des gens mariés par la loi du 22 septembre 1942", Gaz. Pal. 27 novembre, 4, 8 et 11 décembre 1942 et celle d'Henry Molinier : "La loi du 22 septembre 1942 relative aux effets du mariage quant aux droits et devoirs des époux", Gaz. Pal. 13 novembre 1942.
2559					
2560					
2561	Tribunaux d'instance de Marseille et de Toulon	justice -- tribunal d'instance			
2562					

2563	26/09/42	Loi	903	Etat Français	accordant des avantages financiers aux travailleurs spécialistes qui participent volontairement à la relève		JO 27 septembre 1942
2564	26/09/42	Loi	892	Etat Français	portant organisation des foires françaises		JO 27 septembre 1942
2565	28/09/42	Loi	891	Etat Français	réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches		JO 30 octobre 1942
2566	28/09/42	Loi	884	Etat Français	modifiant la loi du 30 novembre 1941 portant création d'un comité professionnel des auteurs dramatiques, compositeurs et éditeurs de musique		JO 30 septembre 1942
2567	29/09/42	Loi	889	Etat Français	relative à la mobilisation des métaux non ferreux		JO 30 septembre 1942
2568	29/09/42	Loi	893	Etat Français	modifiant pour les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions en vigueur sur le casier judiciaire		JO 6 octobre 1942
2569	01/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'allocation annuelle temporaire des greffiers		JO 21 octobre 1942
2570	01/10/42	Arrêté		Etat Français	fixant les courtages des courtiers en valeurs mobilières		JO 3 octobre 1942

2563					
2564					
2565					
2566					
2567					
2568		casier judiciaire -- justice			
2569					
2570					

2571	02/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'embauchage dans les entreprises		JO 11 octobre 1942
2572	02/10/42	Loi	917	Etat Français	relative au réemploi des travailleurs qui se rendent en Allemagne pour occuper un emploi salarié		JO 4 octobre 1942
2573	02/10/42	Loi	901	Etat Français	étendant les dispositions de la loi du 18 janvier 1941 instituant un stage obligatoire dans les chantiers de la jeunesse à tous les jeunes gens qui acquièrent définitivement la nationalité française postérieurement à la convocation au stage des		JO 6 octobre 1942
2574	02/10/42	Loi	906	Etat Français	relative aux attributions des prospecteurs du service du logement de la région administrative de Clermont-Ferrand et aux obligations des particuliers à l'égard de ce service		JO 6 octobre 1942
2575	03/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif au conditionnement des lait de consommation à teneur en matières grasses constante		JO 21 octobre 1942
2576	04/10/42	Loi	919	Etat Français	portant modification à l'organisation et aux cadres de la direction générale de la police nationale		JO 10 novembre 1942
2577	05/10/42	Décret	3006	Etat Français	relatif à l'autorisation de fabrication de certains fromages		JO 11 octobre 1942
2578	05/10/42	Loi	904	Etat Français	instituant une redevance sur les stocks de vins provenant des récoltes antérieures à celles de 1942		JO 11 octobre 1942

2571					
2572					
2573					
2574					
2575					
2576					
2577					
2578					



2579	07/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif au montant de la retenue prévue par la loi du 4 octobre 1942 sur la récolte de gemme		JO 6 novembre 1942
2580	07/10/42	Loi	998	Etat Français	modifiant la loi des 11 octobre 1940 et 12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre		JO 14 novembre 1942
2581	10/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif à des amendes administratives en matière de commercialisation de certaines denrées agricoles		JO 21 octobre 1942
2582	10/10/42	Arrêté		Etat Français	portant autorisation d'exercer une activité professionnelle accordée aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés		JO 24 octobre 1942
2583	12/10/42	Loi	913	Etat Français	modifiant le décret du 26 novembre 1939, la loi du 11 septembre 1940 et celle du 24 janvier 1941 portant prorogation des délais en matière de propriété industrielle		JO 13 octobre 1942
2584	12/10/42	Loi	914	Etat Français	complétant les dispositions des articles 17 et 18 du décret-loi du 29 novembre 1939 tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1942		JO 14 octobre 1942
2585	13/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'allocation d'attente		JO 1 <sup>er</sup> décembre 1942
2586	13/10/42	Loi	918	Etat Français	concernant la formation des listes du jury		JO 5 novembre 1942

2579					
2580					
2581					
2582					
2583					
2584					
2585					
2586					

2587	14/10/42	Décret	3082	Etat Français	relatif aux émoluments en matière de registre des métiers		JO 5 novembre 1942
2588	14/10/42	Décret	3083	Etat Français	relatif aux émoluments en matière de registre du commerce		JO 5 novembre 1942
2589	14/10/42	Loi	921	Etat Français	relative à la répartition du produit des amendes et confiscations en matière d'infractions douanières		JO 24 novembre 1942
2590	14/10/42	Loi	923	Etat Français	relative à la prorogation des délais fixés par les lois des 22 juillet et 2 novembre 1942 pour la présentation des demandes de carte du combattant au titre des opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940		JO 4 décembre 1942
2591	15/10/42	Décret	3051	Etat Français	modifiant celui du 1 <sup>er</sup> février 1902 relatif à la promulgation des actes officiels en Indochine		JO 21 octobre 1942
2592	15/10/42	Loi	924	Etat Français	complétant l'article 18 du décret-loi du 29 juillet 1939		JO 17 octobre 1942
2593	16/10/42	Loi	929	Etat Français	ayant pour but d'étendre à l'Algérie la loi du 14 mars 1942 relative au régime fiscal des donations		JO 22 octobre 1942
2594	17/10/42	Loi	936	Etat Français	complétant l'article 259 du code pénal		JO 5 novembre 1942

2587					
2588					
2589			Voir le rectificatif JO du 30 décembre 1942.		Modification de l'article 569 du code des douanes.
2590					
2591	Indochine		promulgation		Pouvoirs accordés au gouverneur général et aux chefs d'administration locale.
2592					
2593	Algérie				
2594			Voir les modifications du 26 mars 1924 et 23 mai 1942.		Alourdissement des peines relatives à l'usurpation du titre d'un fonctionnaire de police.

2595	17/10/42	Loi	937	Etat Français	modifiant la loi du 10 septembre 1940 relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui auront quitté les territoires d'outre-mer		JO 5 novembre 1942
2596	19/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'allocation d'attente		JO 1° décembre 1942
2597	19/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux avantages financiers accordés aux travailleurs spécialisés qui participent volontairement à la relève		JO 7 novembre 1942
2598	19/10/42	Loi	939	Etat Français	instituant une limitation du nombre d'étudiants admis à s'inscrire en vue du diplôme d'Etat de docteur en médecine		JO 27 octobre 1942
2599	20/10/42	Décret	3102	Etat Français	déterminant les conditions d'application de la loi n° 446 du 3 avril 1942 accordant des majorations et des allocations aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit		JO 25 octobre 1942
2600	22/10/42	Loi	944	Etat Français	modifiant le décret du 28 mars 1934 relatif à l'organisation judiciaire		JO 25 octobre 1942
2601	22/10/42	Loi	927	Etat Français	portant modification de la loi du 3 mai 1921 sur la réparation des dommages occasionnés aux tiers par des accidents survenus dans les établissements de l'Etat ou dans les établissements industriels privés travaillant pour la défense nationale		JO 8 décembre 1942
2602	22/10/42	Loi	947	Etat Français	sur la circulation des marchandises		JO 8 novembre 1942

2595					
2596					
2597					
2598					
2599					
2600	Tribunal de première instance de Marseille et de Toulon	justice -- composition -- organisation			
2601					
2602					

2603	24/10/42	Arrêté		Etat Français	portant extension d'application de la loi du 18 août 1942 à certains Etats américains		JO 29 octobre 1942
2604	26/10/42	Arrêté		Etat Français	sur l'application de l'article 3 de la loi du 12 août 1942 relative au régime fiscal des plus-values		JO 30 octobre 1942
2605	26/10/42	Décret	3230	Etat Français	fixant l'heure d'hiver		JO 27 octobre 1942
2606	26/10/42	Décret	3159	Etat Français	modifiant le décret du 3 novembre 1919 relatif aux émoluments des greffiers de justices de paix et des secrétaires des conseils de prud'hommes en matière de conventions collectives		JO 7 novembre 1942
2607	27/10/42	Loi	957	Etat Français	relative aux servitudes de visibilité frappant les propriétés riveraines ou voisines de passages à niveau		JO 27 décembre 1942
2608	27/10/42	Loi	975	Etat Français	portant modification de la législation sur les caisses d'épargne		JO 31 octobre 1942
2609	28/10/42	Décret	3162	Etat Français	portant incorporation dans le Code général des impôts directs et taxes assimilées de divers textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce Code		JO 30 octobre 1942
2610	28/10/42	Décret	3163	Etat Français	pris pour l'application de l'article 1° de la loi du 28 octobre 1942 relative aux demandes en remise ou en modération des contribuables et aux demandes des comptables en matière de contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre et de		JO 30 octobre 1942

2603					Voir la loi n° 719 du 18 août 1942 autorisant et validant la transmission par télégramme des énonciations essentielles d'actes authentiques entre la France et les pays étrangers.
2604					
2605					
2606		justice de paix -- greffier -- prud'hommes			
2607					L'article 6 du décret-loi du 30 octobre 1935 est remplacé, le rendant désormais applicable à "l'autorité chargée de la gestion de la voie publique, aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée". La publication du texte, deux mois après sa rédaction s'explique par les négociations relatives à ce point.
2608					
2609		cgi			
2610					



2611	28/10/42	Décret	3224	Etat Français	modifiant le décret du 15 mai 1934 relatif à la répartition en classes de tribunaux de première instance		JO 31 octobre 1942
2612	28/10/42	Loi	907	Etat Français	relative à la reconstitution des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales partiellement ou totalement détruites par suite d'actes de guerre		JO 14 novembre 1942
2613	28/10/42	Loi	954	Etat Français	relative aux demandes en remise ou en modération des contribuables et aux demandes des comptables en matière de contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre et de reversement forfaitaire sur les <del>marchés de guerre</del>		JO 30 octobre 1942
2614	28/10/42	Loi	938	Etat Français	relative à l'organisation du marché des céréales		JO 31 octobre 1942
2615	28/10/42	Loi	951	Etat Français	modifiant les émoluments alloués aux secrétaires des conseils de prud'hommes		JO 7 novembre 1942
2616	29/10/42	Arrêté		Etat Français	relatif au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine		JO 11 novembre 1942
2617	29/10/42	Décret	3293	Etat Français	relatif aux inscriptions et immatriculations dans les établissements d'enseignement supérieur		JO 3 novembre 1942
2618	04/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif au remploi du prix de cession d'un immeuble sinistré et règlement de l'indemnité d'éviction		JO 1° décembre 1942

2611	Tribunal de Cusset. zno??	justice			
2612					
2613					
2614					
2615		prud'hommes -- conseil -- rémunération - - justice			Modification des articles 2 et 99 du Code du Travail.
2616					
2617					
2618					

2619	04/11/42	Loi	961	Etat Français	conférant les pouvoirs d'officier d'état civil et les attributions notariales aux chefs des offices consulaires français en Allemagne		JO 10 novembre 1942
2620	05/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réparation des immeubles bâtis partiellement endommagés du fait d'actes de guerre		JO 29 novembre 1942
2621	05/11/42	Décret	3276	Etat Français	abaissant le minimum d'alcoolisation exigé dans la fabrication des vins de liqueur et des apéritifs à base de vin		JO 8 novembre 1942
2622	05/11/42	Loi	962	Etat Français	modifiant le décret du 1 <sup>er</sup> avril 1939 à la production d'essence aviation		JO 7 novembre 1942
2623	09/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réglementation des restaurants et autres établissements similaires		JO 12 novembre 1942
2624	09/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif au contrôle des stocks, à la répartition et à la distribution du pain et de la farine		JO 12 novembre 1942
2625	09/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'exécution des travaux d'amélioration agricole		JO 22 décembre 1942
2626	09/11/42	Loi	1011	Etat Français	tendant à modifier et compléter la loi du 9 juin 1942 ayant pour objet le maintien du cheptel dans les exploitations agricoles		JO 10 novembre 1942

2619		état civil			
2620					
2621					
2622					
2623					
2624					
2625					
2626					

2627	09/11/42	Loi	993	Etat Français	relative à l'interdiction de la destruction des colonies d'abeilles par étouffage		JO 13 novembre 1942
2628	09/11/42	Loi	979	Etat Français	relative au séjour et à la circulation des Juifs étrangers		JO 8 décembre 1942
2629	10/11/42	Décret	3348	Etat Français	ayant pour objet de compléter les tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919, modifiée par la loi du 1 <sup>er</sup> janvier 1931, étendant aux maladies professionnelles la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail		JO 20 décembre 1942
2630	10/11/42	Loi	985	Etat Français	relative à la confiscation des phonographes, haut-parleurs, appareils radiophoniques et tous autres instruments de musique		JO 4 décembre 1942
2631	11/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la réglementation des restaurants et autres établissements similaires		JO 15 novembre 1942
2632	16/11/42	Loi	1005	Etat Français	concernant les ensemencements en blé pendant la campagne 1942-1943		JO 19 novembre 1942
2633	16/11/42	Loi	940	Etat Français	modifiant le statut viticole		JO 2 décembre 1942
2634	16/11/42	Loi	971	Etat Français	relative à la situation du personnel dont le licenciement est la conséquence directe des mesures de concentration industrielle		JO 24 novembre 1942

2627					
2628					
2629					
2630					
2631					
2632					
2633					
2634					

2635	17/11/42	Acte constitutio nnel	12	Etat Français	relatif à la promulgation des lois et décrets par le chef du Gouvernement		JO 19 novembre 1942
2636	17/11/42	Acte constitutio nnel	4 "quinquies "	Etat Français	relatif à la suppléance et à la succession du chef de l'Etat		JO 19 novembre 1942
2637	17/11/42	Arrêté		Etat Français	autorisant la transmission télégraphique éventuelle des énonciations essentielles des actes authentiques entre la France et l'Afrique occidentale française		JO 20 novembre 1942
2638	18/11/42	Décret	3514	Etat Français	portant règlement d'administration publique à l'effet de modifier l'article 2 du décret du 29 juin 1936, modifié par l'article 1° du décret du 12 juin 1937		JO 19 décembre 1942
2639	18/11/42	Décret	3339	Etat Français	pris en application de la loi n° 1014 du 18 novembre 1942 relative à l'aménagement de la prime à la première naissance		JO 24 novembre 1942
2640	18/11/42	Décret	3515	Etat Français	relatif à une modification du "comité d'organisation du bâtiment et des travaux publics		JO 3 décembre 1942
2641	18/11/42	Décret	3472	Etat Français	relatif à l'établissement des comptes de gestion des comptables publics		JO 6 décembre 1942
2642	18/11/42	Loi	1041	Etat Français	concernant la répression des activités subversives et des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat		JO 1° décembre 1942

2635					Article unique : "Hors les lois constitutionnelles, le chef du Gouvernement pourra, sous sa seule signature, promulguer les lois ainsi que les décrets".
2636			Abrogation de l'acte constitutionnel 4 quater.		Pierre Laval est désigné comme successeur au chef de l'Etat en cas d'empêchement provisoire, le successeur devant être désigné par le conseil des ministres en cas d'empêchement définitif.
2637					
2638					
2639			rectificatif paru au JO du 22 décembre 1942		
2640					
2641					
2642		justice -- sections spéciales -- cour d'appel			Institution d'une section spéciale auprès de chaque Cour d'Appel.



2643	18/11/42	Loi	915	Etat Français	accordant le bénéfice du pécule aux héritiers des anciens militaires des armées de terre, de l'air et de mer décédés et inscrits sur les listes d'emplois réservés		JO 11 décembre 1942
2644	18/11/42	Loi	1038	Etat Français	complétant l'article 12 et modifiant l'article 16 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises et étendant aux allocations militaires les dispositions ainsi modifiées		JO 18 décembre 1942
2645	18/11/42	Loi	1003	Etat Français	modifiant la loi du 17 septembre 1940 relative à la situation des étrangers en surnombre dans l'économie nationale		JO 19 décembre 1942
2646	18/11/42	Loi	1018	Etat Français	complétant la loi du 6 novembre 1941 autorisant la perception, au profit des communes, de taxes additionnelles aux droits d'enregistrement		JO 22 novembre 1942
2647	18/11/42	Loi	1014	Etat Français	relative à l'aménagement de la prime à la première naissance		JO 24 novembre 1942
2648	18/11/42	Loi	952	Etat Français	relative à l'institution d'une taxe exceptionnelle sur les eaux-de-vie de Cognac ou d'Armagnac		JO 29 novembre 1942
2649	18/11/42	Loi	1000	Etat Français	relative à la prescription des actions en restitution des taxes de transports		JO 6 juin 1943
2650	19/11/42	Décret	3441	Etat Français	relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Vin de Bandol"		JO 25 novembre 1942

2643					
2644					
2645					
2646					
2647					
2648					
2649					Long délai entre la date de la loi et la date d'entrée en vigueur.
2650					Voir le décret du 11 novembre 1941 définissant l'appellation "Vin de Bandol" ou "Bandol"

2651	20/11/42	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions de perception de la taxe sur les produits laitiers instituée par l'article 3 de la loi du 8 février 1942		JO 13 décembre 1942
2652	21/11/42	Loi	520	Etat Français	portant modification des articles 21 et 35 de la loi du 19 décembre 1917, modifiée par la loi du 20 avril 1932, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes		JO 26 novembre 1942
2653	23/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la recherche et constatation des infractions aux décisions des comités d'organisation		JO 13 décembre 1942
2654	23/11/42	Arrêté		Etat Français	déterminant les modalités d'attribution des allocations aux agriculteurs dépossédés en totalité ou en partie de leur exploitation		JO 2 décembre 1942
2655	23/11/42	Décret	3301	Etat Français	relatif à des rattachements à titre temporaire de justices de paix		JO 9 décembre 1942
2656	24/11/42	Arrêté		Etat Français	concernant la soumission au régime forestier des propriétés énumérées à l'article 90 du Code forestier		JO 16 décembre 1942
2657	24/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la clôture de la chasse		JO 25 décembre 1942
2658	25/11/42	Arrêté		Etat Français	créant une taxe destinée à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des professions de la publicité		JO 8 décembre 1942

2651					
2652					
2653					Agents de contrôle du secrétariat à la production industrielle. Pas de compétence du judiciaire.
2654					
2655	CA de Douai, Nîmes et Orléans	justice -- rattachement - - juge de paix			rattachement de justices de paix à une autre justice de paix.
2656					
2657					Arrêté publié un mois après sa date d'édiction. Les dates de la saison de chasse doivent faire l'objet de négociations avec l'occupant.
2658					

2659	25/11/42	Décret	3593	Etat Français	pris pour l'application sur le territoire métropolitain de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main d'oeuvre		JO 1° décembre 1942
2660	25/11/42	Loi	1034	Etat Français	complétant la loi du 15 octobre 1941 réglementant l'accès au barreau		JO 22 décembre 1942
2661	25/11/42	Loi	1028	Etat Français	modifiant les articles 1° et 6 de la loi n°432 du 3 avril 1942 relative aux officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République		JO 8 décembre 1942
2662	26/11/42	Acte constitutionnel	12 bis	Etat Français	complétant l'acte constitutionnel n° 12 du 17 novembre 1942		JO 27 novembre 1942
2663	26/11/42	Arrêté		Etat Français	relatif à l'embauchage dans les entreprises de transport		JO 10 décembre 1942
2664	27/11/42	Arrêté		Etat Français	fixant les catégories d'activités économiques exonérés du prélèvement sur les excédents de bénéfices		JO 6 décembre 1942
2665	01/12/42	Arrêté		Etat Français	portant suppression et création de tribunaux militaires permanents dans la zone non occupée		JO 2 décembre 1942
2666	01/12/42	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités de concentration, importation et utilisation des moûts de raisin à usage alimentaire pour la campagne vinicole 1942-1943		JO 8 décembre 1942

2659					
2660		justice -- barreau -- avocat -- accès			Voir la loi du 17 septembre 1942
2661		justice -- police judiciaire			
2662					"Le chef du gouvernement pourra exercer le pouvoir législatif en conseil de cabinet dans les conditions prévues par l'article 1° de l'acte constitutionnel n° 2".
2663					
2664					
2665	zno	tribunaux militaires -- organisation			Les tribunaux militaires permanents de zone Sud sont supprimés. Trois tribunaux militaires permanents leur sont substitués, qui siègent à Toulouse, Clermont-Ferrand et Lyon et reprennent les affaires en cours des tribunaux militaires désignés.
2666					

2667	01/12/42	Décret	3480	Etat Français	portant règlement d'administration et modifiant l'organisation du Conseil des prud'hommes de la Seine		JO 23 décembre 1942
2668	01/12/42	Décret	3570	Etat Français	modifiant la compétence territoriale de certains tribunaux		JO 24 décembre 1942
2669	01/12/42	Décret	3401	Etat Français	portant modification du décret du 4 août 1941 relatif à l'institution de comités de sécurité dans les établissements industriels et commerciaux		JO 9 décembre 1942
2670	01/12/42	Loi	1017	Etat Français	complétant et modifiant le décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat		JO 11 décembre 1942
2671	03/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la vente des vins mousseux		JO 10 décembre 1942
2672	03/12/42	Loi	1043	Etat Français	tendant à fixer un délai de prescription en matière de production de créances sur les liquidations de biens hongrois effectuées par application de l'article 232 du traité de Trianon		JO 19 juin 1943
2673	03/12/42	Loi	1062	Etat Français	modifiant et aggravant les pénalités en matière d'évasion de détenus		JO 4 décembre 1942
2674	03/12/42	Loi	1063	Etat Français	modifiant la loi du 10 août 1942 réprimant l'évasion des internés administratifs et la complicité en matière d'évasion		JO 4 décembre 1942

2667	Département de la Seine	justice -- conseil de prud'hommes			
2668	Ardennes	justice -- tribunal de première instance -- compétence			
2669					
2670					
2671					
2672	zo et zno.				Long délai entre la date de la loi et la date d'entrée en vigueur. Contestation de la liquidation des biens hongrois effectués en application du traité de Trianon.
2673		prison -- peine -- justice -- tribunal spécial			Remplacement des articles 238, 239, 240, 241, 242, 243 du Code pénal. Article 2 : "Les personnes visées aux articles 241 et 242 seront déférées au tribunal spécial prévu par la loi du 24 avril 1941. Les règles de procédure créées par la loi précitées seront applicables", c'est-à-dire les personnes ayant facilité l'évasion, y compris le personnel pénitentiaire
2674		internement administratif -- peine -- justice -- tribunal spécial			LA loi vise les personnes ayant facilité l'évasion, y compris le personnel de surveillance. Elles sont passibles des peines prononcées par le tribunal spécial.



2675	03/12/42	Loi	1061	Etat Français	modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions		JO 4 décembre 1942
2676	05/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux modalités d'application de la loi n° 903 du 26 septembre 1942		JO 6 décembre 1942
2677	05/12/42	Décret	3653	Etat Français	portant création de la corporation de la boucherie		JO 6 décembre 1942
2678	05/12/42	Loi	1065	Etat Français	modifiant la loi n° 1061 du 3 décembre 1942 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions		JO 6 décembre 1942
2679	07/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux conditions d'admission dans les restaurants communautaires de la région parisienne		JO 8 décembre 1942
2680	07/12/42	Loi	1068	Etat Français	relative à la création et au fonctionnement des restaurants communautaires		JO 8 décembre 1942
2681	07/12/42	Loi	1050	Etat Français	modifiant la loi n° 1061 du 3 décembre 1942 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions		JO 9 décembre 1942
2682	08/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux frais d'internement des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique ou dont les agissements sont de nature à nuire à l'économie nationale		JO 16 décembre 1942

2675		armes (détention) -- explosif	Loi 5 décembre 1942 ; loi 31 décembre 1942 ; loi 14 avril 1943 ; loi 3 juillet 1943 ; loi 15 janvier 1944		Interdictions de vente, détention, transport et port d'armes à feu, y compris de chasse, des munitions, explosifs et pièces détachées de matériel de guerre.
2676					
2677					
2678		armes (détention) -- explosif	Loi 31 décembre 1942 ; loi 14 avril 1943 ; loi 3 juillet 1943 ; loi 15 janvier 1944		Exceptions prévues à l'interdiction du port d'armes.
2679					
2680					
2681					
2682					

2683	08/12/42	Loi	1053	Etat Français	portant prorogation pour l'année 1943 des alinéas 3, 5 et 6 de l'article 5 bis de la loi du 3 septembre 1940, complétée par la loi du 22 novembre 1940 réglant à titre temporaire la compétence des tribunaux judiciaires		JO 31 décembre 1942
2684	09/12/42	Loi	977	Etat Français	relative au vote et au règlement des budgets départementaux et communaux		JO 11 décembre 1942
2685	11/12/42	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités de rémunération ou d'indemnisation du personnel des entreprises visées par la loi du 11 décembre 1942, relative à la fermeture de certains établissements industriels durant la période du 20 décembre 1942 inclus		JO 12 décembre 1942
2686	11/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la suspension de certaines consommations de gaz pendant la période du 20 décembre 1942 au 3 janvier 1943		JO 12 décembre 1942
2687	11/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la suspension provisoire de certaines fournitures d'énergie électrique		JO 12 décembre 1942
2688	11/12/42	Loi	1074	Etat Français	relative à la fermeture de certains établissements industriels durant la période du 20 décembre 1942 au 3 janvier 1943		JO 12 décembre 1942
2689	11/12/42	Loi	1077	Etat Français	relative à l'apposition de la mention "juif" sur les titres d'identité délivrés aux Israélites français et étrangers		JO 12 décembre 1942
2690	11/12/42	Loi	1076	Etat Français	sur l'application des amendes administratives		JO 12 décembre 1942

2683		justice -- compétence -- tribunal			applicables à l'année 1943. Pas de retour à une situation normale.
2684					
2685					
2686					
2687					
2688					
2689		juif -- carte -- recensement			Art. 1 : "Toute personne de race juive aux termes de la loi du 2 juin 1941 est tenue de se présenter, dans un délai d'un mois, à dater de la promulgation de la présente loi, au commissariat de police de sa résidence ou, à défaut, à la brigade de gendarmerie pour faire apposer la mention". La mesure s'applique aux papiers d'identité ainsi qu'à la carte individuelle d'alimentation. Des peines
2690					

2691	12/12/42	Loi	1085	Etat Français	portant interdiction de fabriquer, de détenir et de commercialiser des farines blanches et du pain blanc		JO 20 décembre 1942
2692	12/12/42	Loi	1086	Etat Français	relative aux commissaires du pouvoir		JO 20 décembre 1942
2693	14/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin		JO 22 décembre 1942
2694	14/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif aux courtiers aux valeurs mobilières auprès de la Bourse de Paris		JO 23 décembre 1942
2695	14/12/42	Décret	3643	Etat Français	portant extension des attributions des préfets régionaux et matière de police		JO 20 décembre 1942
2696	14/12/42	Loi	997	Etat Français	relative à la réquisition des restaurants et autres établissements similaires fermés pour infraction aux lois économiques		JO 15 décembre 1942
2697	15/12/42	Décret	3741	Etat Français	substituant le secrétaire d'Etat à l'Intérieur au gouverneur général de l'Algérie pour toutes les décisions destinées à recevoir application dans la métropole		JO 17 décembre 1942
2698	16/12/42	Décret	3742	Etat Français	relatif à l'organisation et au fonctionnement du conseil national corporatif agricole		JO 17 décembre 1942

2691					
2692					
2693					
2694					
2695					
2696					
2697	Algérie uniquement				
2698					

2699	16/12/42	Décret	3429	Etat Français	relatif au carnet de santé national		JO 22 décembre 1942
2700	16/12/42	Loi	1089	Etat Français	complétant et modifiant la loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture		JO 17 décembre 1942
2701	16/12/42	Loi	941	Etat Français	relative à la protection de la maternité et de la première enfance		JO 22 décembre 1942
2702	16/12/42	Loi	1049	Etat Français	portant exception définitive du stage obligatoire dans les chantiers de la jeunesse pour les jeunes gens ayant travaillé en Allemagne		JO 23 décembre 1942
2703	22/12/42	Arrêté		Etat Français	relatif à la clôture de la chasse		JO 25 décembre 1942
2704	23/12/42	Loi	1088	Etat Français	tendant à protéger la dignité du foyer loin duquel l'époux est retenu par suite des circonstances de guerre		JO 26 décembre 1942
2705	24/12/42	Loi	1093	Etat Français	dérogeant provisoirement aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne la présidence des tribunaux militaires permanents et le commandement des établissements pénitentiaires militaires		JO 29 décembre 1942
2706	29/12/42	Loi	1079	Etat Français	fixant les règles de recouvrement des taxes prévues par les lois des 16 août et 10 septembre 1940		JO 31 décembre 1942

2699					"Le secrétaire d'Etat à la Santé a dans ses attributions la sauvegarde de la santé des populations sur le territoire métropolitain". Article 1 alinéa 1. Création du carnet de santé individuel.
2700					
2701					
2702					
2703					Vu l'arrêté du 24 novembre 1942 relatif à la clôture de la chasse, les lois du 3 et 5 décembre 1942 relatives au port d'armes.
2704					
2705					
2706					



2707	29/12/42	Loi	1107	Etat Français	relative aux associations familiales		JO 31 décembre 1942
2708	31/12/42	Loi		Etat Français	port d'armes		

2707					
2708		armes (détention) -- explosif	loi 14 avril 1943 ; loi 3 juillet 1943 ; loi 15 janvier 1944		